

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 21 (2014)
Heft: 2: Wirtschaft im ländlichen Raum = Économie dans l'espace rural

Buchbesprechung: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Literatur zum Thema

Comptes rendus thématiques

Mathieu Arnoux
Le temps des laboureurs
Travail, ordre social et croissance
en Europe (XIe–XIVe siècle)

Albin Michel, Paris 2012, 374 p., € 24,-

Professeur d'histoire du Moyen Âge à l'université Paris VII-Diderot et directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Mathieu Arnoux se propose, avec son dernier ouvrage, de retracer l'histoire des travailleurs de la terre, les laboureurs, du 11^e au 14^e siècle. Noyés dans le troisième ordre d'une société tripartite, à la suite des clercs et des seigneurs, les laboureurs sont traités ici d'une manière tout à fait originale. L'auteur va en effet, ainsi qu'il l'expose dans son introduction, privilégier les sources narratives, au détriment des sources archivistiques, communément utilisées par les historiens pour ce type d'étude. Nous avons donc davantage affaire à des «textes d'imagination» et «aux élaborations théoriques» qu'à des chiffres et des tableaux statistiques. Une fois sa méthodologie exposée, Mathieu Arnoux peut entrer dans le vif du sujet en présentant les deux gros chapitres de son ouvrage qui portent les titres «Histoires de laboureurs» et «l'Économie institutionnelle de l'*ordo laboratorum*».

La première partie du livre offre quelques panoramas historiographiques, afin de guider le lecteur dans sa construction de la figure du laboureur. L'auteur va ainsi passer en revue tout d'abord la croissance économique et démographique amorcée au 10^e siècle, en présentant comme son moteur principal le laboureur qui, par son labeur, a apporté une hausse

de l'offre de travail dans les campagnes et une croissance de la population qui s'étend sur la durée. Une fois placé le laboureur au centre de son discours, M. Arnoux reprend son parcours historiographique. Cette fois, il s'arrête sur le système des trois ordres, avec l'accent mis évidemment sur les *laboratores*, soit ceux qui travaillent, et plus particulièrement ceux qui travaillent la terre. Il fait ensuite un détour par l'esclavage et le servage, afin de clarifier la position sociale du laboureur au cours des différents siècles pris en compte dans son étude. Les deux derniers tiers de la première partie vont être consacrés à l'étude de textes, principalement issus des milieux cléricaux, afin de dessiner les contours de la figure du laboureur. M. Arnoux met en avant un réel changement de vision du paysan dans les textes à partir du 13^e siècle: il n'est plus perçu comme le vilain qui travaille simplement la terre, mais son activité est valorisée, sa technique et ses outils mis en avant, il est même comparé à des figures bibliques, notamment celle d'Adam, comme «jardinier d'Eden». L'auteur poursuit son parcours à travers la littérature des 13^e et 14^e siècles, s'arrêtant essentiellement sur le Nord de la France et l'Angleterre, avec parfois un détour par l'Italie ou l'Allemagne. Les textes choisis présentent un paysan qui doit conserver son statut et ne pas vouloir grimper les échelons sociaux. On oscille donc entre la figure du laboureur honnête, travaillant sa terre et nourrissant par conséquent la société toute entière, et celui qui espère davantage, mais qui finit en général très mal pour avoir voulu prendre une place qui ne lui était pas destinée.

Avec cette seconde partie, l'auteur laisse de côté les récits littéraires et en revient à une méthode plus historique. Il s'attache à traiter trois thèmes en relation avec le monde paysan: la dîme, le marché et les moulins. Le laboureur est alors placé en second plan, à l'arrière des institutions indéfectiblement liées à son métier. Le chapitre commence d'ailleurs par une explication de la place du laboureur dans les sources, qui ne peut être que celle dominée par les deux autres ordres. En effet, les travailleurs de la terre n'étant pas eux-mêmes à l'origine de sources écrites, les textes les concernant sont forcément rédigés par d'autres qu'eux, qui ne connaissent pas avec autant de précision les particularités de leur métier et de leur vie en général. Mathieu Arnoux propose comme solution un détour par l'archéologie et la cartographie, notamment pour aborder le sujet du monde paysan de manière plus adéquate, les traces retrouvées n'étant pas entachées d'un filtre social. Il passe ensuite en revue les trois institutions qu'il a choisies de mettre en avant. La dîme est pour lui un moyen de décrire la perception qu'en avaient les paysans. Bien loin de contester son paiement, ils s'en acquittent volontiers, en raison de son rôle dans l'assistance aux pauvres de la communauté. L'unique point d'accroche entre l'Eglise et les paysans réside dans le moment du prélèvement, la première estimant le fruit de la récolte dans son ensemble, à partir de la moisson, les seconds, en revanche, prévoyant le paiement de la dîme après avoir réglé les frais de leurs exploitations, à savoir notamment le salaire des ouvriers et la nourriture des bêtes. Vient ensuite le marché. Après un bref panorama historique de son origine, nous découvrons en quoi le fait que le seigneur exerce ses droits sur cette institution est utile à la société: d'abord avec l'assurance de la sécurité, maintenue par lui sur ses terres, afin que les marchands puissent aller vendre leurs produits. Ensuite, avec

une assurance, directement liée au marché cette fois, celle du juste prix, pour que l'ensemble de la population puisse se procurer à manger, quel que soit le contexte socio-économique (disette, peste, et cetera). L'auteur revient enfin sur la figure du laboureur, avec quelques exemples de fables et d'*exempla* pour expliquer la barrière qui divise le monde paysan du monde urbain, dont l'une des formes pourrait être le marché. Le paysan paiera ses produits au même prix que le clerc, le bourgeois ou le noble, mais ne sera pour autant jamais à égalité avec eux sur l'échelle sociale. Mathieu Arnoux passe ensuite à la dernière institution abordée dans cette deuxième partie d'ouvrage: les moulins. Il expose, pour commencer, une première période s'étendant entre 10e et le 12e siècle, durant laquelle les paysans s'aventurent à faire construire des moulins, de manière individuelle ou encore en communauté. Puis, à partir de la fin du 12e siècle, mais surtout aux 13e et 14e siècles, les seigneurs prennent le dessus, le plus souvent par la force, et se réapproprient les sources énergétiques que sont les moulins pour en faire payer l'utilisation et le fruit. L'auteur termine son ouvrage en mettant en avant le besoin qu'il avait de définir précisément cette classe pour elle-même et non en regard des deux autres; il préconise donc de ne pas percevoir les paysans comme «non-clercs, non-nobles et non-urbains», ainsi qu'il le dit lui-même, mais bien pour ce qu'ils sont: des laboureurs. Or, si Mathieu Arnoux nous fournit une analyse historique des institutions qui les entourent, les laboureurs eux-mêmes sont surtout étudiés ici d'un point de vue littéraire, ce qui tend à laisser un peu l'historien sur sa faim.

Stéphanie Manzi (Lausanne)

Mark B. Tauger
Agriculture in World History

Routledge, London, New York 2011, 192 S., € 45,-

Agriculture in World History erschien 2011 als Band 22 der mittlerweile 29 Bände umfassenden Serie *Themes in World History*. Herausgegeben wird die Reihe seit 2001 von Peter N. Stearns. Die Serie richtet sich primär, wenn auch nicht ausschliesslich, an Studierende.

Der Band von Mark B. Tauger ist weitgehend chronologisch aufgebaut. Eingeleitet wird er mit einem informativen Text, in dem der Autor seine Absichten, Annahmen und Positionen in der lebhaft geführten Debatte über die Entstehung und den Sinn der Landwirtschaft erläutert. Danach folgen sechs Kapitel, in denen die Entwicklungen der Landwirtschaft in unterschiedlichen Gegenden der Welt, von der Antike bis ins 21. Jahrhundert geschildert werden. Besonders interessiert ist Tauger an den Entwicklungen in den letzten 200 Jahren, denen er auch weitaus den meisten Platz einräumt. Jedes Kapitel wird mit einer Schlussfolgerung sowie einer kurzen, kommentierten Bibliografie abgeschlossen. Diese Bibliografien geben nicht nur Hinweise auf die verwendete Literatur, sondern enthalten zuweilen auch Ausführungen zu weiterführenden Untersuchungen. Dass diese Hinweise (zu) kurz und einseitig ausfallen hängt mit dem Format und dem begrenzten Umfang der Reihe zusammen, nicht mit den Kenntnissen und Absichten des Autors. Abgeschlossen wird der schmale, gut lesbare Band mit einer prägnanten Schlussfolgerung (Kapitel 8) sowie einem Glossar und einem Index.

Zwei Grundzüge charakterisieren *Agriculture in World History*: In den Kapiteln 2–7 eine über weite Strecken von einem Top-down-Ansatz geprägte Erzählung «der» Entwicklung «der» Landwirt-

schaft in «der» Weltgeschichte, und, in den Kapiteln 1 und 8, eine Anregung zur Reflexion über die Landwirtschaft und ihre Bedeutung für die Entwicklung von Gesellschaften. In seiner stringenten Erzählung schildert Tauger einen Untersuchungsgegenstand, der sowohl der Umwelt wie auch den sich ständig verändernden gesellschaftlichen Machtverhältnissen gegenüber als weitgehend machtlos erscheint. Veränderungen bis ins 18. Jahrhundert schreibt der Autor primär «leaders and groups outside agriculture willing to understand and sympathize with farmers' conditions and act on that understanding» zu. Für die Entwicklung im 20./21. Jahrhundert identifiziert Tauger dann vier konkrete Entwicklungen, welche die Landwirtschaft seiner Einschätzung nach entscheidend beeinflusst haben: Erstens die wissenschaftlichen und technischen Erneuerungen, die zu einer Verbesserung der Ernährung und einer Abhängigkeit der Landwirtschaft von fossilen Energieträgern führten; zweitens Veränderungen in der Umwelt, speziell die globale Klimaerwärmung, die eine Bevorzugung der einen und eine Gefährdung anderer Produzenten zur Folge hat; drittens ein starkes Bevölkerungswachstum, das zu einer Ausdehnung der Nahrungsmittelproduktion und einem Verlust an Kulturland für die Produktion führte und viertens schliesslich ein Aufstieg der Konzerne, der die Bauern (wie die Arbeiter in anderen Bereichen) einem starken Konkurrenzdruck aussetzte. Das Resultat dieser Entwicklung zu Beginn des 21. Jahrhunderts fasst Tauger folgendermassen zusammen: "The world agricultural system feeds, reasonably well, most of the world's six-plus billion people, with fewer farmers every year farming, with more advanced technologies and fossil fuels." (181) Der Autor kommt, mit anderen Worten, zur inhaltlich wenig aussagekräftigen Feststellung, dass moderne Gesellschaften zwar grosse Fortschritte erzielt

haben, aber trotzdem noch viele «alte» Probleme zu lösen seien. (14)

Wer die Geschichte der Landwirtschaft in der Weltgeschichte einem Publikum näherbringen will, das vom Gegenstand kaum etwas weiss und in der Regel wohl auch nicht brennend daran interessiert ist, kommt vermutlich gar nicht darum herum, ein Narrativ zu entwickeln, das einem roten Faden folgt, der zielstrebig und ausgewogen zugleich in der Gegenwart endet. Im vorliegenden Fall wird diese Tendenz durch das Titelbild, das einen Mähdrescher in einer menschenleeren «Kultursteppe» Oregons zeigt, unnötigerweise sogar noch massiv verstärkt. Erfreulicherweise ist das jedoch nur ein Aspekt des Buchs. Ein anderer besteht in einer für einen Einführungstext geradezu bemerkenswert stark betonten Anleitung zur Kontextualisierung des Untersuchungsgegenstands und einer Reflexion über diesen selbst. Schon in der Einleitung macht der Autor seine Leserschaft darauf aufmerksam, dass und wie sich sein Untersuchungsgegenstand von den anderen innerhalb der Reihe, *Themes in World History* grundsätzlich unterscheidet. “While all of the other topics were either core components of civilization or important products of civilization”, schreibt Tauger, sei die Landwirtschaft “the component that made civilization possible.” Zudem kontextualisiert er auch das Wirken der Akteure (von Akteurinnen ist kaum je die Rede): Weil diejenigen, die Landwirtschaft betrieben haben sowohl von den Eigenlogiken der Nutzung lebender natürlicher Ressourcen abhängig waren wie auch hierarchisch strukturierten Gesellschaften angehörten, geht Tauger von einer «doppelten Unterordnung» der bäuerlichen Bevölkerung aus. (12) Allerdings erblickt er in diesem «analytical framework» nicht eine unabänderliche Konstituante, sondern weist auch auf die Veränderungen hin, die sich im Verlaufe der Zeit ergeben haben. Die doppelte

Unterordnung gelte zwar auch heute noch, stellt Tauger in den Schlussfolgerungen fest, aber sie habe im Verlaufe der letzten 200 Jahre eine zusätzliche, neue Bedeutung erhalten: “Civilization still depends on agriculture, but agriculture now also depends on civilization. This interdependence seems unprecedented.» Tauger geht also, wenn auch nur implizit, davon aus, dass die Industriegesellschaften ihre Agrarsektoren nicht nur untergeordnet, sondern auch integriert haben.

Der lesenswerte Band ist nicht nur Studierenden von Nutzen. Er kann allen, die mehr über einen interessanten, relevanten und zukunftssträchtigen Gegenstand wissen möchten, zur Lektüre nur empfohlen werden.

Peter Moser (Bern)

Rural History in Europe

Vol. 1–10

Gérard Béaur et al. (ed.)
Property Rights, Land Markets and Economic Growth in the European Countryside (13th–20th Centuries)

Brepols, Turnhout 2013, 535 p., € 71,-

Vicente Pinilla (ed.)
Markets and Agricultural Change in Europe from the 13th to the 20th century

Brepols, Turnhout 2009, 300 p., € 62,-

Erich Landsteiner et al. (ed.)
Agrosystems and Labour Relations in European Rural Societies

Brepols, Turnhout 2010, 218 p., € 61,-

Nadine Vivier (ed.)
The State and Rural Societies Policy and Education in Europe, 1750–2000

Brepols, Turnhout 2008, 278 p., € 63,50

Rosa Congost, Rui Santos (ed.)
Contexts of Property in Europe
 The Social Embeddedness
 of Property Rights in Land
 in Historical Perspective

Brepols, Turnhout 2011, 285 p., € 66,-

Mats Olsson, Patrick Svensson (ed.)
**Growth and Stagnation in European
 Historical Agriculture**

Brepols, Turnhout 2011, 307 p., € 71,-

Anne-Lise Head-König (ed.)
**Inheritance Practices, Marriage
 Strategies and Household Formation
 in European Rural Societies**

Brepols, Turnhout 2012, 337 p., € 72,-

Peter Moser, Tony Varley (ed.)
Integration through Subordination
 The Politics of Agricultural
 Modernisation in Industrial Europe

Brepols, Turnhout 2013, 320 p., € 72,-

Bas van Bavel, Erik Thoen (ed.)
**Rural Societies and Environments
 at Risk**

Ecology, Property Rights and Social
 Organisation in Fragile Areas
 (Middle Ages-Twentieth century)

Brepols, Turnhout 2013, 329 p., € 72,-

John Broad, Anton Schuurman (ed.)
**Wealth and Poverty in European
 Rural Societies from the Sixteenth
 to the Nineteenth Century**

Brepols, Turnhout 2014, 254 p., € 62,-

Between 2005 and 2008, with the support of the *European COST Action 35 Progressore*, a large group of mainly European rural historians got involved in diverse several days' workshops all over the continent. Their aim was to bring together and debate research on a vast array of carefully chosen topics, in order to provide keys "to unlock the changes experienced by

present-day European rural societies in the light of their historical experience". The result of this large undertaking is the ten books series that Brepols has published between 2008 and 2014. Addressing the whole series in a single review is an almost impossible task: we are talking about 3110 pages, written by 19 editors and a really long list of authors. Therefore I shall just give a very short view of their contents and then proceed to a global assessment of the series.

Property Rights, Land Markets and Economic Growth, the first although not the first published book of the series, explores as its title states, the issues of property rights and land markets in order to arrive at insights into long-term economic change in Europe. Most of its chapters dialogue, directly or implicitly, with neo-institutional views in economics and their generalisations about definition of property rights, transaction costs, moral hazard and other key concepts: they suggest that a wide variety of causative explanations must be taken into account to shape a convincing view of how property rights and land markets have interacted in their evolution and conditioned economic growth. The second book, edited by Vicente Pinilla, explores how the involvement of rural populations and communities in different kinds of markets, especially food and other agrarian products, has influenced the management of rural land in Europe. Most of its chapters focus on the forces driving agricultural change between the Middle Ages and the present days and coincide in the relevance of what could be termed "external" forces, urban and long distance markets, to create the incentives to change in the management of rural land. Market integration and mercantilisation of agriculture was, via specialization, the main force behind European agricultural revolutions during early modern times. *Agrosystems and Labour Relations in*

European Rural Societies, the third volume in the series, is organised around the concept of agrosystems, described as “production systems based on the ecological and socioeconomic relations involved in the reproduction of rural societies at multiple levels”. In order to access these complex systems, the authors use labour relations which are convincingly shown to be the central link between production and reproduction. They address their traits in different periods and societies and try to evaluate the factors behind their resilience in order to approach the future of peasant family farming. The fourth book of the series, edited by Nadine Vivier, deals with a shorter time-span (18th to 20th centuries) and addresses the State-building process and its impact on agriculture, dealing with the various aspects of rural life in which the State intervened: in fact many of the contributions try to follow the growing range of agrarian-rural issues which became State matters and were regulated as well as the ways in which agrarian policy was institutionalised and the actors (social movements, bureaucrats, politicians) of the institutionalisation and its major historical turns. *Contexts of Property in Europe* gathers a long collection of essays that analyse historically social contexts in which property rights are embedded – social relations, power and agency, political institutions, culture – to understand how landed resources have been actually appropriated. Like the first volume, the authors of this book address the issues raised by the theory of property rights, as developed by neo-institutionalism, but go beyond it through the incorporation of other social processes and factors in the explanation of property institutions. The sixth book in the series, edited by Olsson and Svensson, focuses on measuring and explaining the growth of agricultural production, especially food since that was its main output, and productivity indicators in Europe.

Most of the chapters deal with the last three centuries (although there is one on Medieval Flanders) and many undertake regional analysis of productivity, the only way to reconstruct reliable data on inputs and outputs, before the 20th century. The book displays the relevant advances which have been made in this field of agrarian output quantification in the last decades and produces hence a useful state of the art. *Inheritance Practices, Marriage Strategies and Household Formation* tackles the complex links among inheritance practices and legislation, marriage decisions and family strategies in a varied sample of European regions, trying to identify inheritance patterns and their correspondence with household structures. Its chapters cover rural Europe from the 17th to the 20th century, ranging from semi-subsistence and seignorial societies to highly market-oriented economies, and reveal both the difficulty to come up with broad generalisations and the existence, nonetheless, of clear correlations and explanatory factors. The eighth book, edited by Moser and Varley, studies the role of states as agents of modernisation, exploring why, how and with what results European states have striven to transform their agricultural sectors in the last two centuries. Its authors attribute great importance to the modernisation models and their overall cultural and political dependence on the industrial organisational trends, a dependence that has often caused unintended effects since living resources (plants and animals) are not passive objects and react in interconnected and often unforeseen ways. The latter, the interconnectedness of agricultural production is the subject of the ninth volume of the series, *Rural Societies and Environments at Risk*, which discusses the relationship between ecology and rural society in fragile environments from the Middle Ages until the 20th century. Fragile environments (poor soils, aridity

or their location in mountain areas, near the sea or in severe climatic conditions) is in this case the key concept of a book that analyses how societies coped with this vulnerability, especially through the definition of property and exploitation rights, which were not however independent variables but institutions conditioned by political and social factors. The final volume of the series, so far, is *Wealth and Poverty in European Rural Societies from the Sixteenth to the Nineteenth Century*, a book that intends to shed new light on old problems of wealth, poverty and material culture in rural societies, going beyond the well studied geographic spaces of North-western Europe to include historical experiences in the Mediterranean world, Central Europe and Scandinavia. It covers as well an ample range of approaches and indicators to living standards and lifestyles and aims at a nuanced analysis of wealth distribution and access to diverse material and immaterial goods.

The Brepols series contains therefore a wide series of topics, authors, methodologies and concepts. Despite its width it has certain biases. If we look at the national origin of the authors, and to the geographic focus of their essays which in history are often connected, we can find straight away that there is a relative over-representation of certain European countries and a clear under-representation of others: most of Eastern Europe is not well covered – especially Poland, Russia and the Balkans; France, despite the fact that the general editor of the series is a French professor, Gérard Béaur, has a much smaller presence than the one expected from the country with the largest association of rural history in Europe; there are few essays on Italian rural societies, a symptom most probably of the decay of a long tradition of rural studies in this Mediterranean country. When considering the topics, indexes reflect a very low weight of political and

cultural history: peasant movements and parties do hardly appear; the role of the peasantry in major political upheavals is not dealt with; representations of rural societies are almost absent. Readers will miss a study on the words used in different languages to talk about rural society: I have referred to “peasants” but authors hesitate, when writing in English, between “farmer” and “peasant” and very many other words, both in English and in their vernacular languages.

However these problems can only be identified precisely because of the existence of the series, that is to say, because for the first time we have a collaborative and transnational project that addresses rural transformations in Europe in the long run. The series is the final result of an ambitious undertaking led by a supranational academic work-team, which has arrived at its final output, thanks to face-to-face workshops and long hours of refining and coordinating texts via e-mails. In doing so, it has to reflect the relative strength of rural history in different countries and its mainstream leanings in terms of methodology and subjects. Therefore even the partiality of the series has a formative value. The same can be said of the different introductions to all the volumes, all of them really excellent, that analyse the concepts around which the common work has been built and enable the reader to understand how these concepts work for historians, how they can help them to explain and understand past and present societies, and the problems they raise when applied to different historical periods and cultural areas. They are as meaningful for the theories they refer to as for those they ignore.

None of the issues dealt with in the series is a matter of concern just for the specialist: most of the chapters manage to convince the reader of the relevance of their subject precisely because they address theoretical issues that transcend

their specific historical topic. Studying past rural societies raises problems and outcomes that are very relevant for our societies, obviously for the rural ones (if such a separate entity has a substantial meaning in our days in Europe) and for society as a whole. European rural historians, once they have shown in this series their capacity to overcome intellectual, linguistic and even political frontiers to construct a fertile transnational dialogue, should now go ahead and start bridging the gap between their discipline and the wider public, not at all insensitive to our professional concerns.

Juan Pan-Montojo (Madrid)

**Ewald Hiebl, Ernst Langthaler (Hg.)
Im Kleinen das Grosse suchen
Mikrogeschichte in Theorie
und Praxis
(Jahrbuch für Geschichte
des ländlichen Raumes 9)**

Studienverlag, Innsbruck 2012, 290 S., € 29,90

Das *Jahrbuch für Geschichte des ländlichen Raumes* 2012 ist Hanns Haas zum 70. Geburtstag gewidmet, versteht sich jedoch nicht als Festschrift im klassischen Sinne. Ausgehend von Alfred Schütz' Begriff der «Lebenswelt» wird in der Einleitung von Ewald Hiebl und Ernst Langthaler ein profunder Überblick zur Theorie und Praxis der Mikrogeschichte geliefert. Diese Tour d'Horizon wird noch ergänzt um die Ausführungen von Otto Ulbricht zu den divergierenden Pfaden der Rezeption der Mikrogeschichte. (Am Ende der lesenswerten Einführung ist jedoch weder genau zu erkennen, was das Spezifische des ländlichen Raumes sein könnte, noch wie sich Mikrogeschichte und Historische Anthropologie zueinander verhalten.) Bemerkenswerterweise wird bei der Vorstellung der Bandbeiträge die von Christoph Boyer verfasste «Gegen-

position» gleich argumentativ demontiert und der tot geglaubte Streit mit der Bielefelder Schule, trotz anderslautender Bekenntnisse, neu inszeniert. Deshalb möchte ich von den 18 Bandbeiträgen, im Folgenden – ausgehend von ausgewählten Debattenbeiträgen – weniger methodologische Flügelkämpfe als vielmehr praktische und ästhetische Argumente für und gegen mikrohistorische Ansätze in den Vordergrund stellen.

In ihrem engagierten Plädoyer für eine Geschichte der Relationen argumentiert Angelika Epple pointiert gegen den «methodologischen Nationalismus». (37) Sie zeigt dabei überzeugend, wie Akteure (unter Einschluss nichtmenschlicher Akteure), sei es ein Dorf, eine Nation oder eine Weltreligion, ausschliesslich über diese Relationen erzeugt und zu begreifen sind. Die Frage nach den «Aktanten» wird auch von Margareth Lanzinger und Ernst Langthaler, insbesondere anhand der *actor-network theory* vertieft. Zentral ist dabei die Einsicht, dass ein «praxeologisch-relationales Raumverständnis» die Vorstellung eines Gesellschaft oder Kultur determinierenden «Behälterraumes» zugunsten eines sozial oder kulturell «produzierten» Verflechtungsraums überwinden kann. Mit Blick auf den Beitrag von Grazia Prontera zur apulischen Landarbeiterbewegung hätte es sich möglicherweise gelohnt, wenn diese Beobachtungen am Beispiel des Tabaks noch stärker im Kleinen verfolgt worden wären. Denn es war offenbar der Tabak, um den herum sich der Protest der Landarbeiterinnen hauptsächlich organisierte, (253) was nahegelegt hätte, die Frage nach der *agency* der Tabakpflanze und dem sozialen Raum der Tabakarbeiterinnen zu vertiefen. Hinsichtlich des «methodologischen Nationalismus» ist es dann wiederum eher verwunderlich, dass die Beiträge von Norbert Franz und Niklas Perzi dann doch ziemlich klassisch einen «Vergleich» zwischen zwei Dörfern zum

Gegenstand machen. Freilich wird dabei versucht, relationale Elemente ins Narrativ einzubeziehen; ob ihnen das gelungen ist, muss jedoch jeder Leserin selbst zur Beurteilung überlassen werden.

In seinem bereits erwähnten, polemisch formulierten, verschriftlichten Vortrag zieht Christoph Boyer – manchmal mit, manchmal ohne Augenzwinkern – über «die Kulturalisten» her. Sein Vorschlag lautet schliesslich, «Zufall das zu nennen, was *nicht* aus der Kausalkette, die man gerade im Blick hat, stammt, sondern was von aussen hinzutritt». (87) Zufälle seien nicht überhaupt unterdeterminiert, sondern sie würden lediglich aus einer anderen Kausalkette stammen. Eines seiner Beispiele für einen solchen Zufall ist ein (fiktiver) Vulkanausbruch. Mit diesem Gedankenexperiment fällt er nicht nur hinter die Überlegungen zum «Kontext» in der Einleitung des Bandes (12) zurück, wo ausführlich die einem relationalen Verständnis von Wirklichkeit folgende mikrohistorische Kontextualisierung erörtert wird. Ein Element steht weder für sich allein, noch leitet es sich aus einem – wie auch immer gearteten – «Kontext» ab. «Pragmatischen Gebrauch» von diesen Überlegungen macht Norbert Schindler in seiner auch stilistisch grösstes Lesevergnügen bereitenden Fallstudie zu den Konflikten um das Salzburger Wetterläutverbot von 1785. Hinsichtlich der Frage nach dem «Kontext» und den Aktanten zeigt er (nach einem kurzen Seitenhieb auf die «Generalstäbler-Attitüden» Bielefelder Provenienz), wie «das Wetter» eben nicht einfach wie ein Vulkanausbruch als Element einer anderen Kausalkette betrachtet werden darf. Was das Wetter ist, ist ebenso wenig klar, wie die verwickelten Zuschreibungsvorgänge zwischen Wetterläuten und Unwetterkatastrophen. Denn die Crux bei der Durchsetzung des Wetterläutverbotes bestand darin, dass die Regierungen die populären Wettervorstellungen

notgedrungen aufgreifen mussten, um sie zu bekämpfen – und sie damit unfreiwillig verstärkten. Die «Ablenkungstheorie» war vor allem an den Landesgrenzen brisant, da sie darauf hinauslief, man könne durch die massive Schalleinwirkung von Glocken und Böllerschüssen die unheilbringenden Wolken zumindest vorläufig «zer teilen» und dadurch entweder die Nachbarn schädigen, indem man die Unwetter auf sie ableite, oder umgekehrt von ihnen «beschossen» werde. Somit waren frühneuzeitliche Unwetter auch nicht einfach «moderne» Naturkatastrophen, sondern ein uns fremdartiger, hybrider Akteur.

Zum Abschluss noch eine Beobachtung zum Begriff der Lebenswelt. Bei der Lektüre insbesondere etwa des Beitrages von Stefan Eminger, wo unter anderem von der «verzögerten Ankunft der modernen Parteipolitik im Dorf» zu lesen ist, wird immer wieder deutlich, wie wichtig es für die Geschichte des ländlichen Raumes ist, nicht unbewusst anstelle einer relationalen Sicht auf die Dinge ein starres Schema «System» vs. «Lebenswelt» im Hinterkopf zu haben. Denn diese Schematisierung legt fast unausweichlich ein Fortschritts-Erzählmuster nahe. Trotz dieser kritischen Anmerkungen sei das *Jahrbuch für Geschichte des ländlichen Raumes* zur Theorie und Praxis der Mikrogeschichte hiermit allen an theoretischen Debatten zur Geschichtsschreibung Interessierten wärmstens zur Lektüre empfohlen. Diese Empfehlung gilt in besonderem Masse auch für Menschen, die einfach grosse Freude empfinden, wenn sie eine schöne Geschichte zur «Normalität des Aussergewöhnlichen» lesen.

Beat Bächli (Bern)

Julia Herzberg
Gegenarchive
 Bäuerliche Autobiographik zwischen
 Zarenreich und Sowjetunion

transcript, Bielefeld 2013, 496 S., € 44,80

Wie ein roter Faden zieht sich der Terminus vom «Gegenarchiv» durch Julia Herzbergs Dissertation, die sich dem autobiografischen Schreiben von russischen Bauern nach deren Befreiung aus der Leibeigenschaft 1861 bis in die sowjetischen 1930er-Jahre widmet. Eindrücklich wird klar, dass die Vorstellung von Autobiografik als «Kampfmittel» (64) für ein spezifisches Geschichts- und Zeitverständnis nicht nur die Produktion von autobiografischen Texten massgeblich beeinflusste, sondern auch deren Bewahrung und Verwendung entscheidend strukturierte.

Herzberg arbeitet mit einer Vielzahl an Texten, in denen sich Menschen im ausgehenden Zarenreich als Bauern bezeichneten und über ihr Leben berichteten. Die heterogenen Formen solcher Autobiografik werden von ihr methodisch überzeugend als «Ergebnisse einer komplexen Kommunikationssituation» (9) analysiert. Deren Aufschlüsseln soll Erkenntnisse zur Entstehung autobiografischer Reflexion ermöglichen und das Bild des russischen Bauern erweitern. Herzberg geht davon aus, dass Sehnsüchte und Interessen der Autobiografen untrennbar von «Anrufungen» (8) involvierter Institutionen, Publikationsorgane und Sammler sind und unterscheidet dabei die drei Kommunikationsräume: «Presse und Publizistik», «Autobiographieprojekte» und «Familienkreis». In jedem der drei Räume, denen je ein Kapitel in der Arbeit gewidmet ist, findet sich ein spezifisches Wechselverhältnis von «Erinnern und Schreiben, Adressieren und Überliefern» (14) und damit einhergehend verschiedene Vorstellungen von einem erfolgreichen Leben.

Im Kapitel zum ersten Kommunikationsraum führt Herzberg aus, wie Publikationsorgane mit Vorliebe Autobiografien von Bauern veröffentlichten, welche die Überwindung der Leibeigenschaft oder ihr Reüssieren in der russischen Gesellschaft trotz zahlreicher Hindernisse zelebrierten. Indem ein Herausgeber wie zum Beispiel Michail Katkov den Autobiografen im Vorwort als «wirklichen russischen Menschen» (112) anpries, konnte er sein eigenes Nationskonzept befördern. Einen Erfolg ganz anderer Art – die Konversion zum «rechten Glauben» – musste betonen, wer mit seiner Autobiografie Eingang in die Zeitschriften der orthodoxen Kirche finden wollte.

Besonders spannend liest sich die Analyse zum zweiten Kommunikationsraum, die drei verschiedenen «Autobiografieprojekten» gewidmet ist. Sammler ermutigten ab dem ausgehenden 19. Jahrhundert Vertreter aus den unteren Gesellschaftsschichten, über ihr Leben zu berichten. Manchmal ergaben sich daraus jahrzehntelange Beziehungen, aus denen immer neue Autobiografien hervorgingen. Der Sozialdemokrat Vladimir Bonč-Bruevič wollte beispielsweise mit seinem Schreibauftrag sogenannte «Sektierer» dazu bringen, Zeugnis gegen die orthodoxe Kirche abzulegen. Weil Bonč-Bruevič Leidensgeschichten suchte, schmückten die Bauern ihr «Gegenarchiv» manchmal gar auf seine Bitte hin in diese Richtung aus. Die Autobiografieprojekte des Sozialrevolutionärs Nikolaj Rubakin und des Slavisten Aleksandr Jacimirskij bemühten sich um die «Zivilisierung des bäuerlichen Subjekts». (268) Individueller Erfolg dank eigener Leistungsfähigkeit – ein Topos, den Herzberg überzeugend in gesamteuropäischen Diskursen über das eigene Leben verortet – wurde zum Leitmotiv der Autobiografien, die zur Geschichtsversion dieser beiden Sammler passten.

Im Kapitel, das dem dritten Kommunikationsraum gewidmet ist, untersucht die Autorin schliesslich das lange privat geliebene Schreiben in der Familie. Auch hier finden sich jene Kommunikationssituationen wieder, auf die Herzberg unsere Aufmerksamkeit lenken möchte. So regten manchmal «Anrufungen» der Kaiserlichen Geografischen Gesellschaft Bauern an, schriftlich Rechenschaft über das eigene Leben abzulegen. Bei generationenübergreifenden Tagebüchern ist der Bezug auf ältere Textteile augenfällig. Darüber wurde nicht nur Familienleben und Erbschaft geordnet, sondern es entstand mit dem Fortschreiben der Texte nach der Revolution von 1917 auch wieder ein «Gegenarchiv». Diesmal charakterisiert durch die «auffallend resistente» (367) Haltung der Autoren gegenüber der atheistischen Ideologie der Bolschewiki.

Eindrücklich gelingt es Herzberg, mit ihrer Beleuchtung von Beziehungsstrukturen und Schreibkontexten aufzuzeigen, wie sich Autobiografik in Russland im späten 19. und frühen 20. Jahrhundert aus spezifischen Kommunikationssituationen heraus entwickelte. Die Autorin betont dabei, ihre Studie würde – im Gegensatz etwa zu den oft und recht kritisch angeführten Arbeiten von Jochen Hellbeck (12, 35, 266, 368) – nicht «die Wirkmächtigkeit eines Diskurses» (12) propagieren. Auch wolle sie nicht allein danach fragen, wie das bäuerliche Leben in den Schriften abgebildet werde. (20) Ziel sei vielmehr, die «Beziehungen nachzuzeichnen», (266) in denen sich das Schreiben, Sammeln und Publizieren entwickelte. Inwiefern so deutliche Abgrenzungen zwischen verschiedenen Zugängen zu Selbstzeugnissen möglich und sinnvoll sind, kann diskutiert werden. Herauszustreichen ist jedenfalls Herzbergs Bemühen, Autobiografik nicht nur als konforme Antworten auf Aufrufe darzustellen, sondern die Selbstreflexion auch als Handlung des Autors zu sehen,

der eigene Interessen verfolgte, wie beispielsweise sozialen Aufstieg oder das Bezeugen von «Erlösungshoffnung». (229)

In ihrer Gesamtkonzeption überzeugt die Arbeit mit dem Zeitbogen vom Zarenreich in die Sowjetunion. Am bedrückenden Beispiel der langjährigen Beziehung des Sammlers Bonč-Bruevič und des bäuerlichen Autobiografen Michail Novikov wird die Veränderung der Kommunikationssituation und der Vorstellungen von Erfolg in den 1930er-Jahren besonders deutlich, die das autobiografische Schreiben schliesslich drastisch einschränkten. Bis zu seinem gewaltsamen Tod 1937 versuchte Novikov vergeblich, sich mit neuen Autobiografien gegen jene zu wehren, die im gebildeten Bauern aufgrund seiner Erinnerungsschriften aus der Zarenzeit keinen guten Kolchosnik sehen wollten. Auf die Bitte Novikovs an Bonč-Bruevič, ihm dabei zu helfen und die «gefährlichen Stellen» (260) in seinen Erinnerungen aufzuzeigen, reagierte der Sammler nicht mehr.

Um noch einmal zum «Gegenarchiv» zurückzukehren: Signalwirkung verdient Herzbergs Plädoyer, in der Forschung Archivierungspraktiken autobiografischer Texte intensiver zu berücksichtigen. So macht sie deutlich, dass weibliches Erinnern keineswegs inexistent war, allerdings männlicher Vermittlung bedurfte, um Eingang in eine Sammlung – ein «Gegenarchiv» – zu finden. Mit ihrer Historisierung von Archivierung und Umgang mit autobiografischen Quellen aus unterprivilegierten Schichten schreibt Herzberg auch gegen den immer wieder bemühten Gemeinplatz von fehlendem «Individualismus und Persönlichkeit» (33) in Russland an. So ist es vielmehr die Vorstellung vom bäuerlichen Erinnern als «Gegenarchiv», die erklärt, warum in Russland der Autobiograf häufig nur als Zeuge für gesellschaftliche Ereignisse verstanden wurde, ohne dass ihm ein «individuelles Moment

in seinen Erinnerungen» (34) zugestanden wurde oder der Blick auf den «Konstruktionscharakter bäuerlicher Autobiographik» (64) gelenkt wurde, wie es Herzberg in ihrer Studie so überzeugend tut.

Carla Cordin (Basel)

Dionigi Albera
Au fil des générations
 Terre, pouvoir et parenté dans
 l'Europe alpine (XIV^e–XX^e siècles)

Presses universitaires de Grenoble, Grenoble 2011,
 544 p., € 40,-

Le but extrêmement ambitieux de cet ouvrage imposant est double: dresser une vue d'ensemble de l'organisation domestique des sociétés alpines dans la longue durée (du Moyen Âge à l'époque contemporaine) et proposer une approche comparative «dont les implications théoriques et méthodologiques peuvent aller au-delà du contexte alpin». (5) Le livre s'articule autour de quatre grandes parties pour un total de 23 chapitres; il constitue l'aboutissement d'un long parcours scientifique entamé au début des années 1990, ayant pour but de trouver des voies alternatives dans l'histoire de la famille, et qui a eu comme étape intermédiaire une thèse de doctorat, soutenue en 1995 à l'Université de Provence.

Dans l'introduction, l'auteur situe son étude au sein de l'historiographie sur la famille et la parenté. Dans un premier temps, cette historiographie (1965–1990) est caractérisée par des approches quantitatives et par le rayonnement du *Cambridge Group*, tandis que dans un deuxième temps (1990–2010) elle est marquée par la montée des critiques envers ces études, par l'insistance sur le récit et par la prédilection pour la dimension locale (période dans laquelle la micro-histoire italienne est un des courants historiographiques de référence). En réaction à cette

«hypertrophie monographique», (6) mais sans pour autant se laisser entraîner par une nostalgie pour les approches quantitatives, Albera propose d'entrer dans une troisième phase. Tout en dialoguant avec la nouvelle anthropologie historique de la parenté, qui se focalise sur les relations de parenté externes à la cohabitation et sur les alliances (voir les études de Gérard Delille, David W. Sabeau, Simon Teuscher et Jon Mathieu), il s'en différencie en proposant de travailler sur une dimension intermédiaire, qu'il définit comme *organisation domestique*. (7)

La première partie a un but introductif: Albera fournit un aperçu critique des recherches menées sur la famille et la parenté en Europe afin de définir les problématiques au cœur de sa recherche ainsi que l'approche adoptée. L'analyse se fonde notamment sur une approche comparative qualifiée à la fois de *réflexive, contrôlée, contextuelle et dense*. (7) Dans la deuxième partie, l'auteur propose un parcours critique au sein de l'anthropologie alpine – en analysant des monographies sur une série d'études de cas – pour la mettre en relation avec l'histoire. Son but étant de s'éloigner de certains schémas sur les milieux montagnards et de proposer des grilles de lecture et des outils de recherche plus adéquats. Cette analyse montre, entre autres, que les contraintes environnementales n'uniformisent pas les pratiques de transmission patrimoniale, loin de là. A la lumière de ces hypothèses de recherche, Albera procède ensuite à une étude comparative de l'ensemble de l'arc alpin: des Alpes orientales, de l'Autriche et de la Slovénie, aux vallées italiennes des Alpes centrales et occidentales en passant par les régions alpines de la Suisse. L'analyse est menée sur la base d'une triple typologie: type *Bauer* (transmission intégrale du domaine d'une génération à l'autre), type *bourgeois* (transmission fondée sur des principes d'égalité bilatérale) et type *agna-*

tique alpin (la transmission avantage les descendants masculins, tandis que les filles sont dotées). Dans la quatrième et dernière partie l'auteur aborde enfin la situation dans les Alpes françaises et savoyardes.

Ce qui émerge au terme de cette longue et fine analyse est l'existence de trois zones plutôt compactes qui redessinent la configuration tripartite qui émergeait déjà des microanalyses présentées dans la deuxième partie: le type *Bauer* se révèle pertinent pour les Alpes autrichiennes et slovènes, le type *bourgeois* est significatif pour la plupart des régions suisses, en particulier pour le Valais et les Grisons, tandis que le type *agnatique* est très répandu dans les vallées alpines italiennes (y compris le Tessin) et la Savoie.

Comment expliquer cette tripartition? De manière générale, cette étude montre que le milieu physique et les facteurs ethno-linguistiques sont secondaires. Ce qui a une vraie incidence est l'environnement juridique et politique, au sein duquel peuvent ensuite se développer les pratiques individuelles. Dans ce sens, l'auteur identifie trois tournants fondamentaux, bien sûr susceptibles d'être relativisés selon le contexte considéré: la création des communautés d'habitants (située vers 1200), la formation de l'Etat moderne (vers 1500) et les transformations juridiques, politiques et économiques de l'époque contemporaine (vers 1900). Dans le cadre de cette périodisation, Albera met en lumière trois processus correspondant largement aux trois zones précédemment identifiées. Le premier concerne les Alpes autrichiennes, et en partie aussi les Préalpes suisses, où la spatialisation médiévale de la société et le processus de construction de l'Etat moderne conduisent à la formation de liens d'interdépendance entre les seigneurs et la paysannerie aisée, dont les chefs de famille deviennent presque des fonctionnaires de l'autorité souveraine. Le

deuxième processus concerne les Alpes italiennes (y compris le Tessin), la Savoie et certaines vallées françaises. Dans ce cas, les deux phénomènes historiques relevés dans le processus précédent sont accompagnés par la présence d'une culture juridique écrite très développée et par une forte matrice agnatique. C'est seulement au 19^e siècle, suite à des mutations d'ordre législatif et économique, que la tradition agnatique commence à s'affaiblir au bénéfice d'une orientation bilatérale favorisant aussi bien les fils que les filles dans la dévolution intergénérationnelle des biens. L'espace suisse, surtout les Grisons et le Valais, est le théâtre du troisième processus. Ici, la spatialisation médiévale et, ensuite, la construction de l'Etat territorial s'appuient sur les communautés d'habitants au sein desquelles on exerce les droits et on accède aux ressources seulement si l'on bénéficie du statut de «bourgeois». L'auteur relève la stabilité au fil des siècles de ces trois orientations de base. Un quatrième processus de nature différente concerne les Alpes françaises du sud. Dans ce cas, on assiste à une rupture plus nette. En effet, dans plusieurs régions de cette partie de l'arc alpin on passe, en suivant le modèle nobiliaire, des pratiques agnatiques à l'unicité successorale.

Les différents modèles et les différents processus identifiés témoignent de l'extrême complexité et de la fragmentation qui caractérisent l'organisation domestique des sociétés alpines. Cette «perspective différentialiste» (490) n'empêche pourtant pas d'y relever des éléments communs que Albera, en reprenant les études de Sabeau et Teuscher (2007), identifie dans l'accentuation de la patrilinéarité liée au processus de construction de l'Etat moderne et dans le déclin des pratiques agnatiques au bénéfice de la bilatéralité.

Finalement, Albera nous offre un ouvrage qu'on se doit de considérer incontournable, non seulement pour les spécia-

listes des sociétés alpines, mais également pour les chercheurs qui s'intéressent à l'histoire de la famille et de l'organisation domestique en Europe. Il s'agit toutefois d'un livre exigeant et parfois ardu à lire, compte tenu de la densité et de la complexité de l'argumentation.

Marco Schnyder (Genève)

Luigi Lorenzetti
Destini periferici
Modernizzazione, risorse
e mercati in Ticino, Valtellina
e Vallese, 1850–1930

Forum, Udine 2010, 261 p., € 25,-

La période historique se situant entre 1850 et 1930 est communément considérée comme un tournant fondamental dans l'histoire de l'arc alpin: une étape critique, parfois dramatique, marquant le déclin généralisé des zones de montagne et leur dépendance accrue par rapport aux centres économiques, urbains et industriels des plaines. Les grandes vagues d'émigration, qui ont touché plusieurs régions alpines durant cette période, sont des symptômes évidents de cette dégradation. Mais s'agit-il vraiment d'un phénomène général et inéluctable, ou alors est-il possible d'observer des différences, produites par des contextes historiques et économiques variés?

Ce questionnement se trouve au centre du volume riche et intéressant de Luigi Lorenzetti, directeur du *Laboratorio di storia delle Alpi* de Mendrisio et actuellement l'un des historiens les plus stimulants de la région alpine.

L'étude de Lorenzetti se focalise sur trois régions aux traditions partiellement différentes: le Tessin, le Valais et la province de Sondrio, en Valteline (Italie). Lorenzetti se concentre notamment sur les modalités d'intégration des régions alpines et préalpines dans un marché international

en voie de «globalisation», en se demandant comment cette intégration a influencé l'allocation des ressources foncières et financières ainsi que la force de travail.

Il s'agit donc fondamentalement d'une approche d'histoire économique se basant sur l'analyse et la comparaison de données statistiques agrégées. Cette étude ne néglige toutefois pas une riche documentation qualitative, dans une perspective ouverte aux aspects sociaux et culturels de l'histoire alpine.

Néanmoins, le lecteur s'aperçoit rapidement que le volume offre bien plus que ce qui était préalablement annoncé par l'historien. Les vastes connaissances de l'auteur ainsi que l'importante littérature et documentation supportant son analyse font de *Destini periferici* une sorte de synthèse de l'histoire de ces trois régions alpines pendant la seconde moitié du 19e et le début du 20e siècle.

Le volume est divisé en deux parties principales: dans la première (*La modernizzazione alpina, tra concentrazione, specializzazione e diffusione*) Lorenzetti propose une vaste discussion historiographique autour du concept de «modernisation», en passant en revue plusieurs interprétations plus ou moins classiques de l'histoire alpine dans la période considérée dans son étude. Cette première partie, qui se termine par un panorama des différents secteurs économiques et de leur développement, représente donc une sorte de longue introduction, qui récapitule de façon critique les résultats de plusieurs décennies d'histoire alpine.

C'est seulement dans la deuxième partie (*Risorse, mercato e economia familiare nelle periferie in transizione*) que l'auteur présente les résultats originaux de sa recherche, en analysant les transformations des différentes composantes des économies alpines en contact désormais avec un marché international très dynamique. Dans les conclusions, enfin, l'histo-

rien tessinois résume les résultats les plus significatifs de son enquête pour proposer une relecture en partie originale de l'histoire alpine entre 1850 et 1930.

Tessin, Valais et Valteline présentent plusieurs caractères communs: une tradition de larges autonomies locales, un développement démographique comparable et une dépendance croissante aux centres économiques. Mais les différences – nous rappelle l'auteur – ne sont pas à négliger. Précisément, la considération des contextes divergents permet de dessiner une image plus nuancée du déclin alpin. La marginalisation, en d'autres termes, n'a été ni générale, ni uniforme. Au contraire, dans les régions alpines étudiées, cette intégration dans le marché international a contribué à l'élargissement des différences intérieures ainsi qu'à la polarisation économique et démographique, comme le montre l'exemple du Tessin.

Les réactions à l'intégration ont été en réalité différentes. Selon les régions, la recherche de nouvelles possibilités économiques s'est orientée vers des activités industrielles, l'ouverture au tourisme ou encore une spécialisation de l'agriculture, souvent en privilégiant la commercialisation des produits de l'élevage.

Les groupes domestiques ne se cloisonnent ainsi pas à un rôle passif et tributaire, mais poursuivent souvent des stratégies d'adaptation différentes qui dépendent des opportunités offertes par le contexte régional: «La pluriactivité représente une stratégie économique commune à de nombreuses réalités rurales», écrit l'auteur, même si elle est toujours déclinée selon les opportunités du marché.

Les familles des «ouvriers-paysans» du Valais central constituent un exemple significatif de telles stratégies. La présence d'activités industrielles, encouragée fortement par la disponibilité d'énergie hydraulique et une main-d'œuvre bon marché, exerce dès la fin du 19e siècle une pression

sur l'agriculture traditionnelle et stimule une transformation des structures familiales.

Les effets de ces dynamiques régionales ont souvent été contradictoires. Selon l'auteur, le rationalisme et l'individualisme – des traits marquants de la «modernisation» – ont été intégrés par les familles dans leur rapport au marché, mais sont restés aux marges des rapports intérieurs de la famille, notamment des relations entre hommes et femmes. L'auteur se réfère à un rôle plus subordonné des femmes dans les stratégies familiales. A mon sens, ce point mériterait d'être approfondi en considérant aussi le développement de nouvelles opportunités pour les femmes, qui accèdent parfois à des professions pour elles inédites (institutrices, par exemple) pouvant apporter un supplément important au revenu familial.

Les observations de l'historien tessinois à propos du crédit et de son rôle dans la marginalisation des régions alpines méritent une attention particulière: «La formalisation des activités de crédit, qui devient percevable dans la raréfaction progressive du crédit privé et informel, traduit l'émergence de rapports de dépendance de la montagne et de la difficulté des groupes domestiques à accéder aux canaux de crédit, vu que les banques et les instituts de crédit privilégient les investissements avec une meilleure rentabilité [...]» (260) Cette évolution serait donc liée au processus de «réagrarisation» (*contadinizzazione*) de l'économie alpine au début du 20e siècle.

Ces conclusions stimulantes soulèvent pourtant une interrogation quant aux catégories d'interprétation utilisées dans le volume. Le concept de «modernisation», en particulier, est parfois trop rigide pour traduire de façon nuancée des évolutions différentes, qui contiennent souvent des éléments à la fois de «modernité» et traditionnels – par exemple dans les mouvements migratoires... Parfois des appro-

fondissements qualitatifs auraient été utiles pour mettre en évidence les caractères contradictoires des transformations, mais aussi la modernité de certaines adaptations – par exemple en considérant le développement du tourisme.

Au-delà de ces quelques doutes, le livre de Luigi Lorenzetti constitue une synthèse remarquable, extrêmement importante pour saisir et interpréter les processus d'évolutions et d'adaptation des régions alpines. Un livre stimulant ouvrant de nouvelles perspectives, à conseiller à toutes celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire des Alpes.

Sandro Guzzi-Heeb (Lausanne)

Paul Brassley, Yves Segers,
Leen van Molle (Hg.)
War, Agriculture, and Food
Rural Europe from the 1930s
to the 1950s

Routledge, New York 2012, 286 S., € 99,90

Der Sammelband ist das Ergebnis zweier Konferenzen in Lissabon (2008) und Löwen (2009). Die HerausgeberInnen haben das sehr hilfreiche Einleitungs- sowie das Schlusskapitel verfasst, in denen sie die Fragestellung explizieren und die Ergebnisse summarisch vergleichend zusammenführen. Die leitende Fragestellung lautet, ob und wie der Zweite Weltkrieg die Nachkriegslandwirtschaft und den ländlichen Raum in Europa betraf und veränderte, ob also der Zweite Weltkrieg aktiv oder nur beschleunigend auf diesen im Wandel begriffenen Wirtschaftsbereich einwirkte. (1, 246) Der Band ist in vier Teile untergliedert. Der erste beinhaltet zwei übergeordnete, von Giovanni Federico und von Paul Brassley verfasste Kapitel, die sich wesentlich quantitativ vergleichend aus einer internationalen Perspektive mit der Frage der Dis-/Konti-

nuität beschäftigen. Federico zeigt anhand der landwirtschaftlichen Produktivität (seinen Berechnungen liegen die Bruttoleistung und die Totale Faktorproduktivität zugrunde), dass nach dem Zweiten Weltkrieg in den meisten Staaten ähnlich rasch wieder das Vorkriegsniveau erreicht wurde wie nach dem Ersten Weltkrieg. Zudem betont er, dass zwischen 1967 und 1992 das prozentuale Wachstum der Totalen Faktorproduktivität in der Landwirtschaft in fast allen Ländern stärker anstieg als dasjenige der Industrie. Die staatlichen Interventionen erachtet er als zentrale Ursache für die erfolgten Produktivitätseinbussen während des Kriegs. Brassley beschäftigt sich mit dem Agrargüterhandel. Das mit Abstand meistgehandelte Gut (nach Gewicht) sowohl vor, während wie nach dem Krieg sei Weizen. Die Futtermittel sind das Gut, dessen Handel am stärksten einbrach. Er interessiert sich analog zu Avner Offer's Studie zum Ersten Weltkrieg für die Frage, ob der Handel mit Nahrungsmitteln kriegsverlängernd wirkte, indem zum Beispiel Frachtraum für die Nahrungsmittelversorgung verwendet wurde statt für den Transport von Kriegsmaterial. Im Gegensatz zum Ersten Weltkrieg erachtet er fehlende Nahrungsmittel nicht als ausschlaggebend für das Ende des Zweiten Weltkriegs. Er sieht aber auch keinen Spielraum, wie beispielsweise Grossbritannien anders hätte agieren können, ohne die Nahrungsmittelversorgung zu vernachlässigen. Die statistischen Daten dagegen stützen Adam Tooze's These, gemäss der für das nationalsozialistische Deutschland die Beschaffung von Rohmaterial (unter anderem Nahrungsmittel) für die Invasion der UdSSR entscheidender Anlass gewesen sei. Eine grosse Veränderung, die der Zweite Weltkrieg für den Agrarhandel brachte, weist Brassley dem weitgehenden Wegfall von Zentraleuropa als Exportregion für Westeuropa zu. Diese Rolle übernahm bereits während

des Kriegs und auch in den Jahren danach die USA.

Die Beiträge des zweiten Teils untersuchen die staatliche Regulation und die agrarpolitische *policy*. John Martin und Ernst Langthaler befassen sich in ihrem Beitrag mit Grossbritannien und dem annektierten Österreich, Juan Pan-Montojo schreibt über Spanien mit einem vergleichenden Blick auf Portugal und Zsuzsanna Vargas Beitrag untersucht Ungarn. Im dritten Teil werden die Beziehungen zwischen Staat und Landwirten für die Länder Dänemark (Mogens R. Nissen), Irland und Schweiz (Peter Moser und Tony Varley), Schweden (Carin Martiin) sowie Britannien (Brian Short) untersucht. Die Beiträge sind durchwegs sehr informativ und arbeiten präzise ähnlich verlaufende Entwicklungen heraus, indem sie diesen die Besonderheiten der jeweiligen nationalstaatlichen Verhältnisse zur Seite stellen. Besonders hervorzuheben ist an diesen Beiträgen, dass sie nicht nur die europäische Vielfalt zeigen, indem so unterschiedliche Länder wie Spanien, Dänemark und Ungarn behandelt werden, sondern dass einige darum bemüht sind, im direkten Vergleich zwei Staaten parallel zu thematisieren. Während Moser und Varley dies mit einem besonderen Augenmerk auf die landwirtschaftlichen Organisationen und deren Beteiligung an staatlichen Entscheidungen und dem Vollzug tun, fokussieren Martin und Langthaler auf die unterschiedlichen Wege der Produktivitätssteigerung in England und dem heutigen Österreich.

Der vierte Teil ist den ländlichen Identitäten in Deutschland (Gesine Gerhard), Britannien (Clare Griffiths) und Frankreich (Edouard Lynch) gewidmet. Die Überschrift für diese drei Beiträge ist meines Erachtens irreführend, denn verhandelt werden hauptsächlich Fremdwahrnehmungen, in den Medien zirkulierende Bilder und politische Propaganda. Gerhard beschreibt den verlangsamten Agrarwandel

im nationalsozialistischen Deutschland, dem ein tief greifender Strukturwandel nach Kriegsende mit unterschiedlicher Ausprägung in Ost und West folgte. Griffiths arbeitet den Prestigegewinn heraus, den die Landwirtschaft als Nahrungsmittelproduzent während des Kriegs in Britannien erfuhr. Gleichsam veränderte sich damit das Selbstverständnis der Farmer und nach dem Krieg auch die verwendete Infrastruktur, Methode und Organisation grundlegend. Lynch zeichnet das spannungsvolle und wechselhafte Verhältnis zwischen Stadt und Land am Beispiel des Schwarzmarktes in Frankreich nach.

In ihrer Konklusion erwähnen die HerausgeberInnen noch einmal die lange Geschichte des Zusammengehens von Krieg, knappen und teuren Nahrungsmitteln und damit einhergehend erhöhten landwirtschaftlichen Gewinnen, die auch für die beiden Weltkriege festzustellen seien. Sie erwähnen auch, dass die internationalen Institutionen, Agenturen und Abkommen sowohl in der existierenden Forschungsliteratur als auch in diesem Band noch nicht die ihnen gebührende Aufmerksamkeit erhalten. Was die grundlegende Fragestellung nach dem Zweiten Weltkrieg als Akteur des Wandels betrifft, erachten sie es für umso wahrscheinlicher, dass der Krieg dafür verantwortlich zeichne, je grösser der Wandel in einem der untersuchten Bereiche sei. Sie sehen dies insbesondere hinsichtlich der vor dem Krieg importabhängigen Staaten für die agrarpolitischen Ziele und Mechanismen bestätigt. Die ab den 1930er-Jahren aufgrund der Agrarkrise eingeführten staatlichen Interventionen konnten – nach dem Krieg als Strukturnotwendigkeit betrachtet – fortbestehen. Bezüglich der Produktivität halten sie fest: der Input und damit auch der Output gehen zurück (Ausnahmen von der Regel sind Britannien, Schweden und weitere neutrale Staaten). Als Gründe für den raschen Produktivitätszuwachs nach

dem Krieg heben sie den technischen Wandel hervor, der während des Kriegs teilweise unter Zwang eingeführt wurde sowie allenfalls das durch Kriegsprofite ermöglichte erhöhte Investitionslevel. Das Ergebnis betreffend Wahrnehmung der Landwirtschaft und des ländlichen Lebens sei ambivalent und bedürfe weiterer Untersuchungen. Insgesamt kommen sie aber zum Schluss, dass der Zweite Weltkrieg mehr Akteur des Wandels als eine blosser Zeit des Wandels war.

Roman K. Abt (Basel)

Jean-Pierre Le Goff
La fin du village
Une histoire française

Gallimard, Paris 2012, 577 S., € 26,-

Der Titel des Buchs von Jean-Pierre Le Goff, *La fin du village*, spielt auf die fast mythische Bedeutung an, die «das Dorf» in Frankreich nach wie vor hat. Apodiktisch proklamiert er das Ende einer Lebenswelt, die von einem grossen Teil der französischen Bevölkerung noch immer idealisiert und als Erholungsraum betrachtet wird. Das ging auch dem Autor so; zwischen 1983 und 2007 verbrachten er und seine Familie ihre Ferien im gleichen provenzalischen Dorf, in Cadenet, einer Ortschaft im Departement Vaucluse, mit heute 4000 Einwohnern. Die Darstellung, die Le Goff (Soziologe am CNRS in Paris) gleichsam als teilnehmender Beobachter und aufgrund zahlreicher halbstrukturierter Interviews vorlegt, ist darum von genauer Kenntnis des Dorfes und der Region geprägt und wird getragen von der starken Sympathie des Autors für die in den letzten Jahrzehnten für immer verschwundene dörfliche Lebensweise.

Detailgenau entwirft Le Goff das Bild einer Dorfgemeinschaft, die bis in die Zwischenkriegszeit von Landwirtschaft sowie

von gewerblich und industriell betriebener Korbflechterei gelebt hatte. Die Landwirtschaft produzierte für den lokalen und regionalen Markt; die Korbflechterei setzte ihre Produkte in ganz Frankreich und sogar in Übersee ab. Le Goff beschreibt die Herstellungstechnik, die Arbeitsbedingungen und die soziale Organisation dieses stark paternalistisch verfassten Produktionszweigs. Die Arbeitsverhältnisse prägten die dörfliche Lebenswelt in allen ihren Aspekten, auch die (meist kommunistische) politische Orientierung der Bewohner dieses Dorfes im «Midi Rouge». Doch seit 1950 lösten sich traditionale Orientierungen und Verhaltensweisen auf. In diesem Prozess schrumpfte auch das kollektive Gedächtnis. Die Erinnerungen an die Weltkriege, an die traumatischen Erfahrungen der deutschen Besetzung, sind in den Köpfen der jüngeren Generationen nicht mehr präsent, trotz alljährlich durchgeführter Erinnerungsfeiern.

Der Wandel, von Le Goff anhand von Interviews eingehend beschrieben, manifestiert sich in allen Lebensbereichen. Seinen betagten Gewährleuten folgend, schreibt der Autor zwei Konsumgütern eine «entscheidende Rolle» (159) zu: dem Fernsehapparat und dem Auto. So stellen die von Le Goff befragten alten Einwohner von Cadenet einen Zusammenhang her zwischen dem Aufkommen des Fernsehens und dem Verschwinden der dörflichen Gesprächskultur, einem zentralen Element des Dorflebens. Paradox überlagern sich in den Erzählungen der Alten eine alltägliche Praxis, welche die Errungenschaften der modernen Zeit nutzt, und Klagen über den eben dadurch bewirkten Verlust einer überkommenen Lebensweise. Le Goff geht dem Wandel in seinen wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und politischen Dimensionen nach. Dass sich das Buch in diesen Passagen und überhaupt so gut liest, liegt an Le Goffs Darstellungs-

weise; sie folgt einem Grundnarrativ, in das unzählige kurze, aussagekräftige und oft faszinierende Geschichten eingefügt sind.

Heute prägt statt der «collectivité villageoise» ein «individualisme urbain» das Zusammenleben im Dorf. Der städtische Arbeits- und Lebensrhythmus hat sich durchgesetzt, eine neue Mentalität hat sich breit gemacht und bedroht die dörfliche Identität. Spannungen und Konflikte zwischen Einheimischen und Zugezogenen stellen sich ein und erfordern neue Wege der Konfliktlösung. Ein aufschlussreiches Kapitel befasst sich mit der Schaffung des «Parc naturel régional du Luberon» (1977), in dessen Gebiet Cadenet liegt. (297 f.) Die Interessengegensätze zwischen der einheimischen Bevölkerung und der Parkbehörde sind manifest und ebenso die widersprüchlichen und unerwünschten Auswirkungen, welche die Bürokratisierung der Parkverwaltung mit sich bringt.

Heute ist Cadenet ein «village bariolé» (vielfarbiges Dorf). (381) Alteingesessene und Zuzüger aus Frankreich und anderswoher (unter anderem aus der Schweiz), Reiche und Unterstützungsbedürftige leben neben- und miteinander in dem provenzalischen Dorf, dessen «ancienne identité [...] s'est effacée». (383) Obwohl der Autor an seiner Grundlinie festhält, und von «dissolution du lien collectif» und «postmodernité problématique» spricht, (383) nuanciert er an dieser Stelle seine Sicht. Zwar sind in der Bevölkerung neue Risse, Zonen wechselseitigen Misstrauens und Unverständnisses entstanden. Dennoch ist mit der Zeit eine neue «collectivité» entstanden. Eingesessene und Zugewanderte haben Kontakt aufgenommen und zueinander Beziehungen geknüpft.

Weniger optimistisch fällt Le Goffs Analyse der Lebensphasen von Kindheit, Jugend und Alter aus, wie sie im Dorf von heute verlaufen. Hier tritt der Kontrast zwischen der alten Zeit und der Gegenwart besonders scharf zutage. Auch wenn der Autor nie den Blick für Nuancen und die Komplexität sozialer Realitäten verliert, so überwiegt doch seine Skepsis gegenüber den Vorstellungen, welche für diese Bereiche heute propagiert werden. Sie schaffen ein «imaginaire», eine Vorstellungswelt, die einer wenig idyllischen Wirklichkeit nicht entspricht: das Bild einer Gesellschaft von «autonomen, motivierten, dynamischen Individuen», (520) einer Welt, die mit der Dorfgemeinschaft von ehemals nicht das Geringste zu tun hat.

Le Goffs Darstellung endet mit dem Bericht über Rundgänge, die er 2005 und 2006 durch Cadenet machte. Er notiert die Zeichen der Vergangenheit und setzt anhand von Gesprächen mit drei «survivants» wirkungsvoll seine Trauer über den Untergang des alten Dorfes in Szene. (525 f.) Denn Le Goff, der seine Beobachterposition nicht explizit reflektiert, erzählt eine Verlustgeschichte. Man könnte ihm Einseitigkeit vorwerfen, Blindheit für Kontinuitäten, die einer zeitlich weiter gefassten Perspektive nicht entgehen würden. Doch seine Verlustbilanz ist solide und weist über das provenzalische Dorf hinaus. Denn das unwiderrufliche Verschwinden «des Dorfes», das der französische Soziologe mit so viel Empathie dokumentiert, vollzog und vollzieht sich im alpinen Raum so gut wie in den weiten Landschaften von Galizien. Cadenet liegt überall in Europa.

Martin Schaffner (Basel)

Allgemeine Buchbesprechungen

Comptes rendus généraux

Bastian Walter
Informationen, Wissen und Macht
Akteure und Techniken
städtischer Aussenpolitik: Bern,
Strassburg und Basel im Kontext
der Burgunderkriege (1468–1477)

Franz Steiner, Stuttgart 2012, 352 S., € 62,-

Die städtische Aussenpolitik im späten Mittelalter erfährt in der Forschung seit einigen Jahren immer mehr Aufmerksamkeit. Mit dem hier zu besprechenden Band liegt eine Studie vor, die einen wichtigen Beitrag zu diesem Themenfeld liefert. Bastian Walter hat sich in seiner Dissertation, welche an der Westfälischen Wilhelms-Universität Münster entstanden ist, die Betrachtung und Analyse der Akteure und Techniken städtischer Aussenpolitik zum Ziel gesetzt. Hierfür bilden die Städte Bern, Strassburg und Basel zur Zeit der Burgunderkriege (1468–1477) einen exemplarischen Rahmen.

Der Autor geht davon aus, dass die Erforschung von Informationen sowie ihrer Träger, ihrer Verwaltung, ihrer Beschaffung und ihrer Übermittlung – eben der Akteure und Techniken – zu einem neuen Verständnis von städtischer Aussenpolitik im Spätmittelalter beitragen kann. Die Untersuchung dieser Politik setzt in der vorliegenden Arbeit bei den handelnden Akteuren an – den städtischen Gesandten, Schreibern, Boten und Spionen. Einen grossen Einfluss auf aussenpolitische Prozesse und Handlungen hatten die Gesandten der drei Städte, denen ein eigenes und sehr umfangreiches Kapitel gewidmet ist. Dieser Ansatz ist äusserst lohnenswert, da sich viele Entscheidungsprozesse und aussenpolitische Positionierungen durch

eine genaue Betrachtung sowie Beurteilung der städtischen Gesandten und ihrer Bedeutung für die Aussenpolitik der Städte besser oder überhaupt erst erklären lassen. Demnach liegt in der Darstellung und Analyse dieser Personengruppe ein besonderes Verdienst der Studie. Walter stellt für die einzelnen Städte sowohl institutionelle Voraussetzungen der Aussenpolitik als auch ausgewählte Gesandte und deren Missionen im Untersuchungszeitraum vor. Es handelte sich dabei um Mitglieder der städtischen Führungskreise oder um Adlige aus dem Umland der Städte, die zum Teil über eine regelrechte Ausbildung verfügten, welche sie für den diplomatischen Dienst qualifizierte: So verbrachte etwa der für Bern tätige adlige Gesandte Nikolaus von Scharnachtal seine Jugend teilweise am burgundischen und französischen Hof. Die dort erworbenen Sprachkenntnisse machten ihn zu einem geeigneten Kandidaten für Missionen an französischsprachige Höfe. Die darüber hinaus bestehenden Kontakte zum französischen König, dessen Kammerherr er seit 1464 war, konnte er für Bern nutzen. Grundvoraussetzung für die Gesandten-tätigkeit war die ökonomische Abkömmlichkeit der Akteure. Dies wird unter anderem an Nikolaus von Diesbach verdeutlicht, der im Untersuchungszeitraum insgesamt fast zwei Jahre für die Stadt Bern auf Reisen ging. Ferner hebt Walter die Bedeutung der persönlichen Kontakte der Gesandten hervor, die über Heiratsverbindungen, adlige Netzwerke und Handelsbeziehungen sowohl auf der innerstädtischen als auch auf der zwischenstädtischen Ebene miteinander vernetzt waren. Zum Teil lassen sich sogar euro-

paweite Verbindungen zu wichtigen Persönlichkeiten nachweisen. Seine Beziehungen setzte etwa der Gesandte Hans Irmi 1473 ein, als er beim Herzog von Mailand einen Kredit von 20'000 Gulden für Basel erwirken konnte, für welchen er im Übrigen mit seinem Privatvermögen haftete. Walter macht deutlich, dass die behandelten Personen nicht nur als Gesandte zu betrachten sind, sondern immer auch auf mehreren Tätigkeitsfeldern aktiv waren. Hierzu gehörten die angesprochenen Handelsgeschäfte der Akteure – die auch persönliche Interessen der Protagonisten an einer gelungenen Aussenpolitik ihrer Städte erkennen lassen – sowie die Arbeit in städtischen Gremien und sogar die direkte Beteiligung an kriegerischen Auseinandersetzungen im Kontext der Burgunderkriege. Dies trifft etwa auf den Strassburger Gesandten Peter Schott den Älteren zu: Er war Mitglied der Dreizehner, einem städtischen Ausschuss, der für die Diplomatie sowie das Kriegswesen in Strassburg zuständig war, und ist zudem als Gesandter und Hauptmann der Stadt belegt. Den Gesandten kam somit aufgrund ihrer Verbindungen und Tätigkeiten eine wesentliche Bedeutung bei der Beschaffung von Informationen und der Erweiterung des politischen Wissens innerhalb der Städte zu.

Anschliessend befasst sich Bastian Walter mit der städtischen Informationsverwaltung. Er nimmt die städtischen Kanzleien und Stadtschreiber, welche allerdings bereits gut erforscht sind, am Beispiel der Städte Basel und Bern genauer in den Blick. Anschaulich wird gezeigt, welche Bedeutung den Stadtschreibern bezüglich der Aufnahme, Verwaltung und Weiterleitung von Informationen zukam. Zur Erfüllung dieser Aufgaben gab es verschiedene Möglichkeiten und Techniken (zum Beispiel Missivenbücher, Datumsvermerke, Stadtschreiberrolle, Eingangsvermerke und Kopien).

Die Schreiber agierten quasi als Schaltstelle für Informationen, da das gesamte städtische Schriftgut durch ihre Hände ging. Dem Berner Thüring Fricker bescheinigt der Autor im Vergleich zu den anderen untersuchten Stadtschreibern das «höchste Mass an Professionalisierung». (158) Fricker war innerhalb der Berner Führungskreise bestens vernetzt, absolvierte ein Rechtsstudium an den Universitäten Freiburg, Basel und Pavia – wo er zudem 1473 promoviert wurde – und verfügte über italienische, französische und lateinische Sprachkenntnisse. Er war insbesondere aufgrund seines juristischen Fachwissens auch als Gesandter tätig und insgesamt an 81 Gesandtschaften im Untersuchungszeitraum beteiligt. Das sind aus der jüngeren Forschung bereits bekannte, aber gut dargestellte Resultate.

Der Autor zeigt in den nachfolgenden Kapiteln das breite Spektrum an Möglichkeiten auf, in welcher Form Kontaktnetze gepflegt und Informationen übermittelt, kontrolliert, beschafft und gewinnbringend genutzt wurden. Walter beschäftigt sich hier beispielsweise mit der Übermittlungsgeschwindigkeit von Nachrichten, der Problematik von Fehlinformationen und der Informationsübermittlung durch die *cedulae inclusae*. Dies waren anonymisierte und in Briefe eingelegte Zettel, die etwa geheime Nachrichten enthalten konnten. Ebenfalls werden weitere Akteure und Schauplätze der Informationsbeschaffung behandelt, die für die städtische Aussenpolitik von Bedeutung waren. Kaufleute, Märkte, Wirte, Wirtshäuser, Gefangene, Geistliche, Pilger und Spione waren ebenso Teil des grossen Informationsnetzwerkes der Städte. Diese analytische Betrachtung des Umgangs mit und der Verbreitung, Geheimhaltung und Nutzung von Informationen ist sowohl in der Breite der Darstellung als auch in der Tiefe der Analyse bemerkenswert und daher ein zen-

traler Beitrag für die weitere Erforschung des Themas.

Abschliessend sei an dieser Stelle noch Folgendes anzumerken: Der Autor setzt sich im Einleitungskapitel durchaus differenziert mit dem Begriff der «Aussenpolitik» in Bezug auf die Epoche des Mittelalters und der hierzu geführten Forschungsdiskussion auseinander. Hier wäre eine Problematisierung möglicher Verbindungen oder auch Trennungen zwischen den Bereichen «Krieg» und «Aussenpolitik» – insbesondere im Kontext des ausgewählten Fallbeispiels – sehr interessant gewesen. Dies soll und kann am positiven Gesamteindruck der Studie allerdings nichts ändern.

Insgesamt legt Bastian Walter mit seiner Dissertation eine Studie vor, die durch ihre Konzeption, eine sehr gute inhaltliche Analyse und die Bearbeitung von bisher unveröffentlichtem Quellenmaterial überzeugt. Mit dieser Arbeit zu den Akteuren und Techniken städtischer Aussenpolitik hat sich der Autor auf einem noch relativ jungen Forschungsfeld sehr verdient gemacht und zugleich hohe Massstäbe für nachfolgende Arbeiten auf diesem Gebiet gesetzt.

Simon Liening (Köln)

Roberto Zaugg
Stranieri di antico regime
Mercanti, giudici e consoli
nella Napoli del Settecento

Viella, Roma 2011, 334 p., € 32,-

Avec cet ouvrage tiré de sa thèse de doctorat, Roberto Zaugg apporte une importante contribution à l'étude des migrations et du statut des étrangers sous l'Ancien Régime, secteur en plein développement dans l'historiographie de l'époque moderne, qu'il étudie pour Naples au 18^e siècle, soit l'une des plus grandes

villes de l'Europe à cette époque, mais aussi l'un de ses principaux centres commerciaux. Dans une introduction très claire, R. Zaugg met en évidence l'actualité de cette thématique et situe son ouvrage par rapport à l'historiographie, et en particulier par rapport à trois domaines profondément renouvelés au cours des dernières années: la diplomatie, la justice et le commerce. En effet, les acteurs au centre de l'analyse sont les marchands, dont l'auteur étudie les interactions avec les autorités publiques afin de mettre en évidence la définition et les usages sociaux de la condition juridique d'étranger à Naples.

L'ouvrage suit un plan thématique tout en identifiant pour chaque chapitre des moments forts, liés à la chronologie politique; son arc temporel va de 1734, soit le début de la monarchie des Bourbons, à 1799, c'est-à-dire sa chute. Les trois premiers chapitres concernent la juridiction sur les marchands étrangers. Le premier chapitre est consacré à «l'extraterritorialité contestée»: l'auteur y étudie le rôle des consuls étrangers, c'est-à-dire les représentants des nations dont ils défendaient les marchands. Il s'intéresse en particulier à la juridiction consulaire et aux conflits qui opposèrent à ce sujet les consuls français et la monarchie des Bourbons, qui réussit à imposer sa juridiction en s'appuyant sur les initiatives des marchands eux-mêmes, dans un contexte de «justice plurielle» typique de l'Ancien Régime. Zaugg montre également les ambiguïtés du statut de consul par rapport à celui de diplomate, en particulier en termes d'immunité personnelle et spatiale. Le deuxième chapitre étudie la figure des «juges délégués», des magistrats nommés par les autorités napolitaines et non comme les consuls par les nations concernées, dont l'auteur suit l'émergence dans la monarchie espagnole au 17^e siècle. Ici aussi, l'avènement des Bourbons en 1734 entraîna des changements, puisque

le nouveau roi et ses conseillers créèrent un tribunal d'appel pour les étrangers, le *Supremo Magistrato di Commercio*. Le troisième chapitre s'intéresse aux métamorphoses de cette magistrature: en effet, dans le contexte de guerre des années 1740, les autorités royales en limitèrent les attributions, et les juges du *Magistrato* attaquèrent avec succès la juridiction des «juges délégués» pour assurer la survie de l'institution. Encore une fois, celle-ci put s'appuyer sur les stratégies des acteurs sociaux, puisque certains marchands jouèrent de leurs appartenances multiples pour se placer sous la juridiction du tribunal. L'offensive du tribunal, à laquelle correspondit également une politique des autorités napolitaines à partir du milieu du siècle afin de supprimer les «juges délégués», fut couronnée de succès, comme le montre l'analyse quantitative des causes traitées par le *Magistrato* effectuée par l'auteur. Zaugg insiste aussi à juste titre sur le caractère «poreux» des limites entre juridictions concurrentes, sur la pluralité des acteurs institutionnels et sur la résolution extra-judiciaire des conflits, qui permit aux consuls de jouer tout au long du siècle un rôle central.

Si les trois premiers chapitres abordent les marchands dans leurs interactions avec les autorités publiques, le quatrième chapitre montre de façon magistrale la multiplicité des identités «nationales» mobilisées par les individus et leur caractère situationnel, en étudiant les cas particulièrement intéressants des marchands issus des territoires de l'actuelle Suisse et des descendants des huguenots d'origine française. Les premiers ne disposaient à Naples d'aucune représentation diplomatique ou consulaire, tandis que les seconds avaient dû s'établir dans divers pays d'Europe après la Révocation de l'Edit de Nantes en 1685: les uns comme les autres devaient donc surmonter un handicap par rapports aux marchands dont l'appartenance à une

nation représentée à Naples ne posait pas problème. Les marchands provenant du Corps helvétique pouvaient être considérés – ou se définir eux-mêmes – comme appartenant à la *Nation française* ou à la *British Factory* à Naples, en fonction de leur trajectoire biographique ou familiale, des contacts dont ils disposaient sur place ou de leur appartenance confessionnelle. Quant aux huguenots, leur confession s'avérait secondaire aux yeux des consuls français, qui défendaient leur appartenance à la *Nation française*. Autre illustration de la multiplicité des appartenances sur lesquelles ces marchands pouvaient jouer, certains d'entre eux exercèrent par ailleurs la charge de consul au service d'autres Etats, comme les Provinces-Unies ou les monarchies d'Europe du Nord.

Le cinquième et dernier chapitre est consacré au statut des marchands étrangers – et en particulier français – pendant les années 1790, à partir de la Révolution française et au cours des guerres contre la France révolutionnaire, auxquelles la monarchie des Bourbons participa. Si les autorités ordonnèrent en 1793 l'expulsion des Français, elles ouvrirent aux acteurs des espaces de négociation, puisqu'elles se réservaient le droit d'accorder des exceptions, conformément aux pratiques juridiques et administratives de l'Ancien Régime – Zaugg peut encore une fois mettre en évidence le caractère situationnel des appartenances et des identités. Mais l'auteur montre également comment cette décennie exceptionnelle annonça aussi les transformations de l'époque contemporaine, puisque les autorités, en obligeant les étrangers présents à Naples à s'annoncer, ouvrirent la voie au permis de séjour moderne.

L'ouvrage, fondé sur des fonds documentaires importants – et en particulier sur des archives diplomatiques et judiciaires – et sur une connaissance approfondie de la bibliographie concernant les migrations

et les étrangers sous l’Ancien Régime, constitue un travail remarquable, aux analyses riches, étayées et nuancées. On en soulignera ici quelques lignes de force – qui sont par ailleurs remarquablement résumées dans la conclusion. En premier lieu, l’ouvrage illustre de façon éloquente le caractère pluriel et situationnel des identités et des appartenances sous l’Ancien Régime: à cet égard, les analyses sur les marchands originaires du Corps helvétique sont particulièrement significatives, non seulement par rapport à un contexte de commerce «transnational», mais aussi pour cet assemblage politique complexe, dont les ressortissants manient des identités multiples. La recherche de R. Zaugg met ensuite en œuvre, de façon parfaitement maîtrisée, différentes échelles d’analyse, montrant par exemple l’impact des conflits internationaux sur le statut local des marchands, mais aussi les répercussions des pratiques locales sur les accords conclus entre les monarchies. Enfin, cet ouvrage met en évidence les interactions multiples entre normes et pratiques, entre acteurs sociaux et institutions, ainsi que leurs conditionnements réciproques. Mon seul regret concerne l’exposition du travail: certains chapitres sont un peu longs, et des conclusions intermédiaires auraient sans doute rendu la lecture de l’ouvrage plus aisée en aménageant des moments de pause dans l’économie de l’ouvrage. Mais il s’agit de réserves tout à fait mineures, qui n’enlèvent rien aux grandes qualités de ce travail, auquel on ne peut que souhaiter une large diffusion.

Bertrand Forclaz (Neuchâtel)

René Roca Wenn die Volkssouveränität wirklich eine Wahrheit werden soll ...

Die schweizerische direkte Demokratie in Theorie und Praxis – Das Beispiel Luzern

Schulthess, Zürich 2012, 260 S., Fr. 68.–

Der Luzerner Historiker René Roca unternimmt in seinem lesenswerten Buch den Versuch, Theorie und Praxis der direkten Demokratie am Beispiel des Kantons Luzern zu verknüpfen. Seine Ideengeschichte des Begriffs «Souveränität» startet im späten 16. Jahrhundert bei Jean Bodin und führt über Thomas Hobbes zu Johannes Althusius, Samuel Pufendorf und schliesslich zu Jean-Jacques Rousseaus Ideen der «Volkssouveränität». Roca untersucht aber auch frühliberale schweizerische Demokratiekonzepte des 18. und 19. Jahrhunderts, so Benjamin Constant als Vor denker, ehe er von den Meisterdenkern zu den weniger bekannten Theoretikern der direkten Demokratie wechselt, namentlich zum Melser Juristen und Advokaten Franz Anton Good und dessen Traktat von 1831. Den Vorstellungen Goods von der «reinen Demokratie» und von einem Widerstandsrecht stellt Roca die Ideen Johann Caspar Bluntschlis von der repräsentativen Demokratie gegenüber. Gleichsam als Brückenbauer zwischen diesen beiden scheinbar unversöhnlichen Konzepten wirkte Ignaz Paul Vital Troxler.

Wenn Jean Bodin noch heute als Theoretiker und Legitimator des Absolutismus gilt, so ist dies nur die halbe Wahrheit. Für den französischen Juristen war nämlich die Demokratie eine legitime, wenn auch verachtenswerte Regierungsform mit dem Volk als Souverän. In den eidgenössischen Landsgemeindeorten erkannte Bodin echte «Demokratien». Denker innerhalb dieser Landsgemeindeorte wie der Einsiedler Benediktiner Chrysostomos Stadler nahmen Jean Bodins Souveränitätskonzepte

bereitwillig auf und adaptierten sie an die «Demokratie» in ihren Orten. So gesehen ist Bodin auch einer der Väter der Volkssouveränität.

Besonders interessant sind Rocas Gedanken zum Genossenschaftsprinzip als «Fundament der eidgenössischen Staatswerdung». Der Autor stützt sich auf die damals wegweisenden Forschungen Adolf Gassers aus den 1930er- und 40er-Jahren. Für Gasser bestand ein schroffer Gegensatz zwischen Herrschaft und Genossenschaft. Gasser sprach von einer «kommunalen Gemeinschaftsethik», die nicht zuletzt durch die gemeinsam verrichteten Pflichten zustande kam. Hier hätte man meines Erachtens noch tiefer schürfen können, etwa in den Akten der bedeutenden Korporationen in Uri, Ursern oder auch in Schwyz.

Im zweiten, nur lose an den ersten angebondenen Teil des Buchs legt Roca quellengestützt die Entwicklung hin zum Luzerner Veto offen, rekonstruiert Verfassungskämpfe und beleuchtet auch die Persönlichkeit des katholisch-konservativen, charismatischen Wegbereiters des Veto, Joseph Leu von Ebersol, von Beruf Landwirt, der mit seinen Gebetsvereinen eine eigentliche ausserparlamentarische Debatte lancierte und somit die Politisierung des «kleinen Mannes» vorantrieb. Sehr interessant, ein echter Quellenfund und bisher wenig bekannt, ist die frühsozialistische, leider nur sehr kurzlebige Stadtluzerner Zeitung *Lueg is Land*, die der Autor ruhig noch stärker in den Blick hätte nehmen können.

Insgesamt aber ist René Rocas Analyse der Luzerner Verhältnisse einleuchtend und begrifflich genau. Der Autor der Studie liefert einen weiteren, wichtigen Baustein zur komplexen Geschichte der direkten schweizerischen Demokratie.

Fabian Brändle (Zürich)

Thierry Delessert
«Les Homosexuels sont un danger absolu»

Homosexualité masculine en Suisse durant la seconde guerre mondiale

Antipodes, Lausanne 2012, 400 p., fr. 40.–

Thierry Delessert, Michaël Voegtli
Homosexualités masculines en Suisse

De l'invisibilité aux mobilisations

Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne 2012, 145 p., fr. 17.50

Im Zentrum des ersten hier zu besprechenden Buchs, Thierry Delesserts Studie über männliche Homosexualitäten in der Schweiz des Zweiten Weltkriegs, stehen Akten der Militärjustiz. Für die Historiografie sind sie nicht nur deshalb interessant, weil das am 1. Januar 1928 – also 14 Jahre vor dem Strafgesetzbuch (StGB) – in Kraft getretene Militärstrafgesetz (MStG) einen Meilenstein für die Etablierung einer einheitlicheren Rechtssetzung und -praxis in der Schweiz darstellte. Da es sich in einem zentralen Punkt vom StGB unterschied, kann die Untersuchung militärischer Akten auch die Analyse der zivilrechtlichen Regulierung «devianten» sexuellen Verhaltens, etwa in den Arbeiten Natalia Gerodettis, ergänzen (Natalia Gerodetti, *Modernising Sexualities. Towards a Socio-Historical Understanding of Sexualities in the Swiss Nation*, Bern 2005): Das MStG, dem im Untersuchungszeitraum ein beträchtlicher Teil der Männer unterstellt war, stellte auch jene konsensuellen gleichgeschlechtlichen Handlungen unter Strafe, die im zivilen Recht ausgenommen wurden. Bezüglich der Differenz der beiden Gesetzbücher in dieser Thematik argumentiert Delessert, dass hier zwei unterschiedliche Rechts-traditionen aufeinander getroffen seien. Während die französische keine Sanktionierung gleichgeschlechtlicher Intimitäten

vorsah, wurden diese im deutschsprachigen Raum bestraft, sodass hier die 1942 in der Schweiz erfolgte partielle Legalisierung ein Novum darstellte. Allerdings darf auch die Ebene der Rechtspraxis nicht unberücksichtigt bleiben, wie Delessert eindrücklich zeigt. In Einklang mit der deutschen Rechtsprechung wurden etwa in urbanen deutschsprachigen Kantonen vor allem «koitusähnliche» Handlungen verfolgt, während die mutuelle Masturbation unbestraft blieb.

Vor diesem Hintergrund beschreibt der Autor die teilweise Entkriminalisierung gleichgeschlechtlicher Beziehungen durch das StGB als Bestandteil einer «gestion civile du danger social de l'homosexualité», (149) die in den beiden Landesteilen in durchaus vergleichbarer Weise verfolgt wurde. Nicht zuletzt hätten die zentralen deutschschweizerischen Akteure mit Blick auf Berlin darin übereingestimmt, dass «la petite «métropole» zurichoise» (181) vor dem Entstehen einer allzu sichtbaren «Homosexuellenszene» bewahrt werden sollte. Das StGB war für sie in erster Linie ein Mittel, um anlässlich von Skandalen und Erpressungen aufkommende öffentliche Diskussionen über das Thema zu vermeiden und zu verhindern, dass sich im Kampf gegen eine allzu deutliche Diskriminierung lautstarke Organisationen bildeten. In eine ähnliche Richtung zielten Stimmen aus der Romandie, die davor warnten, Homosexualität durch eine explizite Nennung erst recht zum Thema zu machen. Bei der Entkriminalisierung handelte es sich also um ein spezifisches Arrangement der Führung von Gleichgeschlechtlichkeit, das keineswegs bloss als «Liberalisierung» verstanden werden sollte.

Diese Argumentation bildet die Basis des Buchs, dessen drei Teile sich implizit an den Themenfeldern Macht, Wissen und Subjektivation orientieren. Letzterer widmet sich der erste Teil, in dem erstens

die in den grösseren Städten der Deutschschweiz, besonders in Zürich, existierenden «Szenen» und ihre Orte beschrieben werden. Zweitens werden die (Selbst-)Thematisierungen der Angeklagten in den militärischen Akten untersucht. Es wird deutlich, dass sich «Homosexualität» erst teilweise als Identitätsbezeichnung durchgesetzt hatte, was drittens auch das Beispiel des in den 1930er-Jahren gegründeten *Der Kreis / Le Cercle* belegt. Zentral für dessen Selbstverständnis war das mit viriler Männlichkeit verknüpfte Konzept der «Homoerotik», das von der hauptsächlich anale Kontakte bezeichnenden «Homosexualität» beziehungsweise «Päderastie» abgegrenzt wurde. Im Hinblick auf die Einführung des StGB wurde eine Strategie der Gesetzestreue verfolgt, was sich insbesondere in einer Ablehnung der Sexarbeit und der «Verführung» Minderjähriger äusserte. Zudem war Diskretion ein zentrales Anliegen, womit der Kreis zur von den Gesetzgebern erwünschten Unsichtbarkeit gleichgeschlechtlicher Beziehungen beitrug. Damit, so Delessert, erweise sich die Homosexualitätspolitik als Beispiel für die Lösung «sozialer Probleme» durch die «Oktroyierung» (182) von Rechten. Zugleich zeigt sich hier die Verschränkung von Subjektkonstitution und Macht in besonders eindrücklicher Weise.

Diese Perspektive wird im zweiten Teil vertieft, in dessen Zentrum neben dem bereits erwähnten Gesetzgebungsprozess die konkrete Rechtspraxis der Militärjustiz steht. Unter anderem wird deutlich, dass zunehmend alle gleichgeschlechtlichen Handlungen als «homosexuell» beschrieben wurden. Delessert führt dies auf den Einfluss des französischen Rechts zurück, dessen Konzept des «attentat à la pudeur» (Sittlichkeitsdelikt) bewirkt habe, dass nicht mehr nur «koitusähnliche» Intimitäten verfolgt wurden, sondern «tous les types d'actes, même sans intention de la part du commettant». (222) Zusammen mit

dem damit eng verknüpften Begriff des «outrage public à la pudeur» (Erregung öffentlichen Ärgernisses) habe dies zu einer bemerkenswerten Konvergenz der Rechtspraxis in den beiden Sprachregionen geführt, was das verbreitete Bild eines emanzipatorischen Einflusses des französischen Rechts auf die Entstehung des StGB konterkarierte.

Der Vergleich von ziviler und militärischer Rechtspraxis belegt ferner, dass es Letzterer weniger darum ging, Homosexualitäten unsichtbar zu machen, denn die betroffenen Personen so schnell wie möglich aus der Armee auszuschliessen. Dies geschah in vielen Fällen auf dem Weg der medizinischen Ausmusterung und noch bevor ein Urteil vorlag. Die Rolle, die psychiatrisches und medizinisches Wissen hierbei spielte, steht im Zentrum des dritten Teils. Zentraler Aspekt der analysierten Gutachten ist eine «absence d'unité sur les causes, sur les sémiologies et sur les conséquences pénales de l'homosexualité». (246) Dennoch habe es Tendenzen gegeben, die «konstitutionellen» oder «wahren» Homosexuellen aus den unteren Klassen als erblich vorbelastet und effeminiert zu beschreiben, ihnen eine verminderte Zurechnungsfähigkeit zuzuschreiben sowie eine Verknüpfung mit der Psychopathie herzustellen. Die These einer bloss «latenten» Homosexualität und psychoanalytische Argumentationen scheinen hingegen eher bei Angehörigen der privilegierten Schichten in Anschlag gebracht worden zu sein, die so als heilbar beschrieben werden konnten. Allerdings führte diese «Klassenpsychiatrie» nicht in jedem Fall zu einer vergleichbaren Behandlung seitens der Gerichte, die ansonsten nicht selten als «Klassenjustiz» (20) agierten.

Auch wenn hier nur einige Aspekte herausgegriffen werden können: Delesserts Buch kommt das Verdienst zu, einen spannenden Beitrag zur Historiografie des Zweiten Weltkriegs in der Schweiz geleis-

tet zu haben, dessen Bedeutung über die Thematik im engeren Sinne hinausreicht. Lobenswert ist insbesondere die konsequente Berücksichtigung deutsch- und französischsprachiger Quellen und die damit verbundene Untersuchung der Verschränkung der beiden Rechtstraditionen und -praxen. Kritisch anzumerken ist, dass die zahlreichen Unterkapitel, Einleitungen und Zusammenfassungen die Lektüre teilweise erschweren und zu Redundanzen führen. Sie hätten zugunsten der sehr knappen Diskussion der Forschungsliteratur gekürzt werden können. Schliesslich kommt gelegentlich die Frage auf, ob nicht manche der lediglich auf Einzelfällen beruhenden Interpretationen auf eher wackeligen Beinen stehen.

In einen umfassenderen historischen Kontext wird Delesserts Studie durch das in Zusammenarbeit mit Michaël Voegtli verfasste zweite Buch gestellt. Aus der Perspektive der «mobilisations collectives» (10) wird darin in knapper Form eine Geschichte männlicher Homosexualitäten in der Schweiz erzählt. Die ersten vier Kapitel fassen Delesserts Arbeit zusammen und gehen insbesondere auf den *Kreis* ein, dessen Gründung für die Autoren den Beginn der zweiten Phase der Geschichte der Homosexualitäten in der Schweiz markiert. Die dritte habe mit der Auflösung der Organisation in den 1960er-Jahren begonnen, zu deren zentralen Ursachen sie nicht zuletzt das Aufkommen der Homophilenbewegung zählen. Diese wandte sich – noch immer in begrenztem Masse – gegen die selbstauferlegte Klandestinität und setzte auf Anerkennung und «Integration» als Staatsbürger. Für die nach 1968 in mehreren, vor allem deutschschweizerischen Städten aufkommenden neuen Bewegungen dagegen stand eine Radikalisierung und «une forte visibilité des activistes contre l'ordre hétérosexiste» (71) im Zentrum. Es ging, mit anderen Worten, um Revolution statt

Integration. Während die Autoren hier der bisherigen Forschung folgen, beruhen die beiden der Zeit nach dem Niedergang dieses Aktivismus beziehungsweise den Auseinandersetzungen um Aids gewidmeten Kapitel auf der nicht publizierten Dissertation Voegtli. Das Aufkommen einer neuen Phase knüpfen sie an den Umstand, dass die Homophilen und die Schwulenbewegten nun zunehmend kooperierten und eine an partikularen Interessen orientierte Politik zu verfolgen begannen. Die daraus resultierende Stärke der organisatorischen Strukturen und die relative Bedeutung ihrer Lokale und Medien hätten mit dazu beigetragen, dass in der Schweiz relativ schnell und entschieden auf Aids reagiert werden konnte. Zudem trugen erste Erfahrungen im Umgang mit öffentlichen Institutionen zu einer vergleichsweise reibungslosen Zusammenarbeit in der 1985 gegründeten *AIDS-Hilfe Schweiz* (AHS) bei. Im Unterschied etwa zu Frankreich und Deutschland setzte man dabei von Anfang an weniger auf die Unterstützung der Kranken als auf «Prävention» – insbesondere durch die Empfehlung, Kondome zu benutzen.

Auch wenn die Autoren auf verschiedene Ambivalenzen in der Geschichte der AHS hinweisen – etwa den Prozess der «deshomosexualisation du sida» (108) oder die durch Professionalisierung bewirkten Konflikte – ist das Kapitel zu Aids doch deutlich einem Erfolgsnarrativ verpflichtet. Dies dürfte nicht zuletzt auf den relativ engen bewegungs- und organisationsgeschichtlichen Fokus zurückzuführen sein, der das Buch ab dem vierten Kapitel prägt. Körpergeschichtliche oder gouvernementalitätstheoretische Perspektiven hätten dagegen helfen können, stärker auf die mit Aids verbundenen Transformationen von Macht, Wissen und Subjekten einzugehen, etwa nach der Neukonfiguration des Geflechts von Selbstverhältnissen, Staatlichkeit und

Wissenschaften zu fragen. Wie eine solche Herangehensweise umgesetzt werden und zu welch spannenden Ergebnissen sie führen kann, zeigt Delesserts Monografie beispielhaft.

Peter-Paul Bänziger (Basel)

Brigitta Bernet
Schizophrenie
Entstehung und Entwicklung
eines psychiatrischen Krankheitsbilds
um 1900

Chronos, Zürich 2013, 390 S., Fr. 48.–

Der Begriff «Schizophrenie» hat in den knapp über 100 Jahren seines Bestehens eine erstaunliche Karriere gemacht. Nicht nur ist er zu einer zentralen psychiatrischen Diagnose geworden, auch ausserhalb des medizinischen Raums fand er grosse Verbreitung als Bezeichnung einer unheimlichen Erkrankung, als philosophischer Kampfbegriff und nicht zuletzt als Metapher in der Alltagssprache. Gerade dieser grosse Bedeutungsradius hat dazu geführt, dass er in den letzten Jahrzehnten zunehmend unter Beschuss geriet und in Japan als Diagnose gar abgeschafft wurde. In ihrer Dissertation untersucht Brigitta Bernet den Beginn dieser Karriere im Umfeld Eugen Bleulers und der psychiatrischen Klinik Burghölzli in Zürich. Statt eine vom Ende her gedachte Erfolgsgeschichte des Krankheitsbilds der Schizophrenie zu schreiben, geht sie von ihrer «Unwahrscheinlichkeit» aus und fragt danach, unter welchen Bedingungen sie möglich wurde. Besondere Berücksichtigung schenkt sie dabei den Wechselwirkungen zwischen Psychiatrie, Wissenschaft(en) und Gesellschaft. Das Buch ist in drei Teile gegliedert: Konstitution, Konstruktion und Konsolidierung. Diese drei Begriffe bezeichnen die idealtypischen Phasen der «Entstehung und

Entwicklung einer wissenschaftlichen Tatsache» nach Ludwik Fleck.

Im ersten Teil ihrer Arbeit führt Bernet in den wissenschaftlichen und politischen Kontext der Schweizer und speziell Zürcher Psychiatrie um 1900 ein. Die Heil- und Pflegeanstalt Burghölzli wurde 1870 eröffnet. Wie schon in Frankreich über ein halbes Jahrhundert zuvor, standen die Anstaltsgründungen in der Schweiz zwischen 1860 und 1914 mit den liberalen Revolutionen und der Entstehung der bürgerlichen Gesellschaft in Zusammenhang. Die neuen Irrenanstalten waren Ausdruck eines therapeutischen Optimismus und bildeten das Kontrastprogramm zu den Verwahrungshäusern der katholisch-konservativen Reaktion.

Bereits ab den 1880er-Jahren schwand aber der liberale Fortschrittsoptimismus und die Psychiatrie geriet in eine mehrdimensionale Krise. Die erwarteten therapeutischen Erfolge stellten sich nicht ein und das Doppelmandat der Psychiatrie als Heil- und Verwahrungsanstalt verschob sich stärker in Richtung Verwahrung. Die Hirnforschung, welche zuvor grosse Anerkennung genossen hatte, verlor an Bedeutung, da es ihr nicht gelang, organische Ursachen für psychische Krankheiten zu finden. Gleichzeitig kam es zu einem «klassifikatorischen Chaos». Eugen Bleuler schrieb dazu 1911: «Nicht einmal unter einander nahestehenden Klinikern ist eine Diskussion möglich, ohne dass jeder seinen besonderen systematischen Standpunkt skizziert.» (83) Die internen Schwierigkeiten der Psychiatrie mündeten schliesslich in eine öffentliche Legitimitätskrise, welche 1898 zum Rücktritt Auguste Forels als Burghölzli-Direktor führte.

Sein Nachfolger wurde Eugen Bleuler. Er war ausgebildeter Hirnanatom, hatte aber als Direktor der Pflegeanstalt Rheinau ein grosses Interesse für die sozialen Faktoren von Geisteskrankheiten entwickelt. Den zweiten Teil ihres Buchs widmet

Bernet Bleulers Karriere als Psychiater und der Entwicklung der Schizophrenie-Diagnose am Burghölzli.

Bleuler stellte sein Schizophreniekonzept erstmals 1908 in einem Vortrag an der Jahresversammlung des Deutschen Vereins für Psychiatrie vor. Es befand sich in prinzipieller Übereinstimmung mit der Nosologie der *Dementia praecox*, die der deutsche Psychiater Emil Kraepelin entwickelt hatte. Bei beiden bilden der Zerfall der Sprache, die Spaltung der Person und die Entfremdung der Betroffenen von ihrer Umwelt die zentralen Symptome. Bleuler schloss also an Kraepelin an, kritisierte aber dessen Annahme, dass es sich um einen unheilbaren organischen Verblödungsprozess handle. Für ihn stand vielmehr eine Assoziationsstörung im Zentrum dieses Krankheitsbildes. Die neue Bezeichnung «Schizophrenie» sollte dessen Neukonfiguration deutlich machen. Wie Bernet schreibt, stand «Assoziation» bei Bleuler «für Hirnfasern und Sprachverknüpfungen, für die Genossenschaftsidee und für die Vergesellschaftung und diente ihm zugleich als Erklärungsprinzip für alle Vorgänge des Lebens schlechthin». (209) Bleuler verknüpfte einen soziologischen Assoziationsbegriff mit einem psychologischen und machte ihn zum Knotenpunkt der «biopsychosozialen» Krankheitsauffassung der Zürcher Schule – des Denkkollektivs um das Burghölzli.

Im dritten Teil ihrer Untersuchung beschäftigt sich Bernet zunächst mit den institutionellen Bedingungen, die zur Konsolidierung der Schizophrenielehre Bleulers beitrugen, um anschliessend deren Resonanzräume ausserhalb der Klinik zu erforschen.

Bleuler verstand die Anstalt als Mikrokosmos einer ideal organisierten Gesellschaft. Dem Ärztstab kam dabei eine Rolle als Vorbild zu; Patientinnen und Patienten sollten ihre Abweichung im gesellschaftlichen Funktionieren an ihnen mes-

sen können. Insofern wurde am Burghölzli eine Assoziationsnorm vorgelebt. Auch die am Burghölzli in verschiedenen Kontexten durchgeführten Assoziationsexperimente dienten der Konsolidierung einer Assoziationsnorm und waren eine zentrale Praxis der Zürcher Schule. Patientinnen und Patienten mussten auf Reizwörter reagieren, getestet wurden dabei die Assoziationsgeschwindigkeit und die Qualität der Assoziationen. Als C. G. Jung und Franz Riklin eine «pragmatische Norm» (263) für ihre Tests festlegen wollten, testeten sie das gesamte Burghölzli-Personal. Die Zürcher Schule machte sich damit ihre eigenen Reaktionsweisen zur Grundlage für die Konstruktion einer neuen Assoziationsnorm.

Den Begriff der Assoziation deutet Bernet nach Thomas F. Gieryn als *boundary concept*. Durch ihn konnte die Psychiatrie an ausserklinische Diskurse anknüpfen. So war der Begriff etwa Teil des Krisendiskurses im Fin de Siècle. Gesellschaftliche Krisenphänomene wie die Soziale Frage wurden in der liberalen Schweiz als Störungen der «natürlichen Association» gedeutet. Solche Bezüge trugen zur Plausibilität des Schizophreniekonzepts und somit zu seiner Konsolidierung bei.

Psychiatrische Deutungsmuster passen sich den lokalen, zeitlichen und sozialen Anforderungen an und sind immer beides: eine wissenschaftliche Tatsache und ein kulturelles Deutungsmuster. Dies zeigt Bernet in einem Ausblick zur deutschen Psychiatrie auf. Bleulers Schizophreniekonzept wurde dort zunächst negativ aufgenommen. Seine Offenheit, die in Zürich seinen Erfolg ausgemacht hatte, kam in Deutschland schlecht an. Während die Zürcher Psychiatrie aufgrund öffentlicher Kritik auf «Aussenlegitimität» angewiesen war, bemühte sich die deutsche Psychiatrie zur selben Zeit um eine Erhöhung ihrer Binnenlegitimität. Erst nach dem Ersten

Weltkrieg als die deutsche Psychiatrie in eine öffentliche Legitimationskrise geriet, setzte sich Bleulers Konzept – jedoch in veränderter Form – durch.

Brigitta Bernets Dissertation ist eine sorgfältige und dichte Studie über die Entstehung eines psychiatrischen Krankheitsbildes als wissenschaftliche Tatsache und gesellschaftliches Phänomen. Von anderen Konzept- und Wissenschaftsgeschichten hebt sie sich durch ein breites Verständnis von Wissen ab, dessen Historizität und Kontingenz sie eindrücklich aufzeigt. Das Buch ist plastisch und leicht verständlich geschrieben. Einziges Desiderat bleibt eine weiter reichende und globalere Perspektive auf die Rezeption des Bleuler'schen Schizophreniebegriffs. Für eine solche Untersuchung bildet Bernets Arbeit aber einen ausgezeichneten Ausgangspunkt.

Marina Lienhard (Zürich)

Salomé Lienert
«Wir wollen helfen, da wo Not ist»
Das Schweizer Hilfswerk
für Emigrantenkinder 1933–1947

Chronos, Zürich 2013, 380 S., Fr. 58.–

In ihrer Dissertation behandelt Salomé Lienert die Geschichte des Schweizerischen Hilfswerks für Emigrantenkinder (SHEK), das in der humanitären Hilfe der 1930er- und 40er-Jahre eine besondere Rolle spielte. Das SHEK kümmerte sich von 1933 bis 1947 um insgesamt etwa 10'000 Flüchtlingskinder, die legal oder illegal in die Schweiz gekommen waren. Die Geschichte dieses Kinderhilfswerks ist eng mit der Schweizerischen Flüchtlingspolitik verknüpft, wie Lienert anschaulich herausarbeitet. Während die Hilfsaktionen und deren AkteurInnen für die Zeit bis 1942 bereits erforscht sind, erweitert Lienert ihre Untersuchung durch den Einbezug der Perspektive der Flüchtlingskinder,

deren Schicksale sie anhand der Kartothek des Hilfswerks rekonstruiert.

Im hier zu besprechenden fast 400 Seiten starken Buch wird die Thematik in sieben Kapiteln gegliedert. In den ersten drei beschreibt die Autorin die Entstehung des Hilfswerks und dessen Tätigkeit bis zum Kriegsausbruch. Eine kleine engagierte und sehr gut vernetzte Gruppe von Frauen aus mehrheitlich bürgerlichem Milieu baute eine Organisation auf, deren insgesamt 17 Sektionen grossen Handlungsspielraum hatten: Weil die Identifikation der in der Hilfe Tätigen mit «ihren» Kindern und Projekten hoch war, gelangen bemerkenswerte Erfolge. In der aus fünf Personen bestehenden Zentralstelle bündelten sich Netzwerke und Verbindungen zu Organisationen, Gemeinden und Religionsgemeinschaften.

In Anlehnung an bisherige Forschungsarbeiten zeichnet Lienert die «politisch neutrale, jedoch keineswegs unpolitische Arbeit» des Hilfswerks nach. Obwohl die Akteurinnen nichts Illegales oder fremdenpolizeilich Unerwünschtes taten, lernten sie bald, den Spielraum auszunützen. Allen voran gelang dies Georgine Gerhard (1886–1971). Die Leiterin der Basler Sektion des SHEK war auch Mitglied der Zentralstelle und treibende Kraft einer für die schweizerische Flüchtlingshilfe einzigartigen Rettungsaktion, in der im Jahre 1938 300 jüdische Kinder legal in die Schweiz aufgenommen werden konnten. Durch engagierte, persönliche Kontaktnahme mit Spitzenbeamten gelang es Gerhard immer wieder, punktuell Bewilligungen zu erlangen. So auch während des Kriegs, als sie erwirkte, dass einzelne Jugendliche noch vor dem Lehrlingserlass des Bundes von 1941 eine Lehre antreten konnten.

Das 4. Kapitel ist zum einen der Zusammenarbeit von SHEK und Schweizerischem Rotem Kreuz, zum anderen der «Lagerbefreiung» gewidmet. Wie bereits

von früheren Arbeiten bekannt, war die Zusammenarbeit zwischen SHEK und Rotem Kreuz alles andere als konfliktfrei. Lienert zeichnet die vier Phasen dieser Zusammenarbeit detailliert nach. Die «Lagerbefreiung» war aus heutiger Sicht der wohl heikelste Teil der Hilfsarbeit. Lienert widmet diesem Aspekt der Hilfe zu Recht viel Aufmerksamkeit und erweitert die Forschung zur humanitären Hilfe dadurch wesentlich. Das SHEK hatte 1942 vom Bund den Auftrag erhalten, Kinder aus Internierungslagern herauszuholen und in Privatfamilien unterzubringen. Dadurch wurden allerdings Familien getrennt, da die Eltern weiterhin interniert blieben. Lienert analysiert die Arbeit des Hilfswerks mit kritischer Distanz und macht deutlich, dass in der vom Bund eingeführten Praxis der Internierung der Flüchtlinge letztlich der Ursprung des Problems lag: Dass ein Lager kein idealer Ort für Flüchtlingskinder darstellt, leuchtet ein. Weniger nachvollziehbar ist, weshalb das SHEK sich nicht daran störte, dass die leiblichen Eltern ein Stück weit entmündigt und die Kontakte zu ihren Kindern unterbunden wurden. Irritiert liest man, dass Exponentinnen des SHEK sich sogar für die «Lagerbefreiung» von Kleinkindern ab zwei Jahren aussprachen, während die Behörden vorsahen, Kinder bis sechs Jahre bei ihren Müttern zu lassen. Die Zahl der gleichzeitig vom Hilfswerk betreuten Kinder wuchs bis Ende 1943 auf über 2000 an. Für alle diese Kinder mussten Pflegefamilien oder Plätze in Heimen gefunden werden. Die strikten Urlaubsregeln (alle drei Monate durften die internierten Eltern ihre Kinder für je drei Tage sehen) waren schwer durchsetzbar: Die erwachsenen Internierten durften das Lager alle sechs Wochen für kurze Zeit verlassen; es ist nur allzu verständlich, dass sie diese Gelegenheit nutzten, um unangemeldet ihre Kinder in den Pflegefamilien oder Heimen zu besuchen. Gegen Kriegsende wurde die Tren-

nungspolitik (auch im SHEK) zunehmend hinterfragt. Dennoch: «Dass das SHEK einen Beitrag zur Einführung und Durchsetzung der [...] Trennung der Eltern von ihren Kindern leistete, gereicht dem Hilfswerk nicht zum Ruhme, auch wenn sie mit den besten Absichten geschah.» (175) Lienert macht auf Parallelen zur Aktion «Kinder der Landstrasse» aufmerksam, wo die Praxis der Trennung von Familien ebenfalls pädagogisch und psychologisch gerechtfertigt wurde.

Die Kapitel 5 und 6 behandeln die Betreuung der Kinder in Heimen und Pflegefamilien und die Anstrengungen für die schulische und berufliche Ausbildung der Schützlinge. Am Beispiel des Heimes «Waldeck» in Langenbruck (BL) wird ein Eindruck vom Leben in einem SHEK-Heim vermittelt. Drei Viertel aller vom SHEK betreuten Kinder lebten jedoch in Gastfamilien. Die religiöse Betreuung der Kinder warf daher Fragen auf: Der Verband Schweizerischer Jüdischer Vorsorgen, respektive dessen Abteilung für religiöse Betreuung der Kinder (RBK), kritisierte das SHEK, weil er eine Missionierung jüdischer Flüchtlingskinder in christlichen Familien befürchtete. Der Konflikt konnte nur durch die Vermittlung des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebunds (SIG) entschärft werden.

Auch die Frage der Schul- und vor allem der Berufsausbildung der Flüchtlingskinder stellte sich zunehmend: Die vor oder während des Kriegs in die Schweiz aufgenommenen Kinder und Jugendlichen sollten sich nach dem Krieg in ihrer Heimat nützlich machen und am Wiederaufbau der zerstörten Länder beteiligen können. Nach dem «Lehrstellenerlass» des Bundes von 1941 konnte die Hälfte der vom SHEK betreuten männlichen Jugendlichen eine Lehre machen. Dem Zeitgeist entsprechend mass das Hilfswerk der Ausbildung der Mädchen weniger Gewicht bei.

Im 7. Kapitel wird die Arbeit des Hilfswerks nach Kriegsende und schliesslich dessen Auflösung behandelt. Nach dem Krieg waren noch über 1200 alleinstehende Kinder und Jugendliche in der Obhut des SHEK. Das Hilfswerk trug die offizielle Leitlinie mit, wonach die Schweiz nur ein Transitland war. Mit jedem einzelnen Kind wurde besprochen, wie seine Zukunft aussehen sollte: Knapp 60 Prozent wollten in ihre ursprüngliche Heimat zurückkehren, 40 Prozent sahen ihre Zukunft in einer neuen Heimat (vor allem Palästina); nur für ganz wenige war der Verbleib in der Schweiz eine Option. Insgesamt blieb am Schluss weniger als 1 Prozent der Kinder, die das SHEK während des Kriegs in der Schweiz betreut hatte, im Land. In der Nachkriegshilfe engagierten sich einzelne Sektionen des SHEK, nun wieder getreu dem föderalistischen Prinzip der Anfangsjahre, in unterschiedlichen Bereichen. Gesamthaft wollte das SHEK aber keine neuen Aufgaben übernehmen und wurde Ende 1947 liquidiert.

Die sorgfältige und in einer gut lesbaren Sprache verfasste Untersuchung bietet einen detaillierten Einblick in das dichte Netzwerk von privaten Hilfswerken und Behörden und in das Schicksal von Flüchtlingskindern. Vor allem durch die Behandlung der «Lagerbefreiung», der Konflikte um die religiöse Betreuung der Flüchtlingskinder und der Anstrengungen des SHEK im Bereich der Schul- und Berufsbildung seiner Schützlinge leistet Lienerts Dissertation einen wesentlichen Beitrag zur Erforschung der Kinderhilfe.

Antonia Schmidlin (Basel)

Mikael Byström, Pär Frohnert (Hg.)
Reaching a State of Hope
Refugees, Immigrants
and the Swedish Welfare State,
1930–2000

Nordic Academic Press, Lund 2013, 368 S., € 41,70

Im Zug der periodisch immer wieder aufbrechenden Debatten um die schweizerische Flüchtlingspolitik der Jahre 1933–1945 wird jeweils gerne nach dem internationalen Vergleich gerufen, so auch mit dem neutralen Schweden, und dies vielfach in der nur wenig versteckten Hoffnung, die Haltung der Schweiz gegenüber den jüdischen Flüchtlingen möge im Vergleich «nicht so schlimm» erscheinen. Es steht dahinter kein echtes Interesse am anderen Land, eher geht es um politisch motivierte Entlastungsmanöver. Der vorliegende Sammelband bietet eine Fülle an Material für alle jene, die sich tatsächlich für Schweden interessieren. Ein wesentliches Verdienst des Buchs besteht darin, aus sprachlichen Gründen schwer zugängliche jüngere Forschungen – sie erschienen auf Schwedisch – einem internationalen Publikum zugänglich zu machen. Der Band geht auf eine Tagung vom Frühjahr 2010 in Stockholm zurück; der Rezensent hatte das Vergnügen, daran teilzunehmen und die meisten der 16 Beiträge in ihrer Erstfassung zu kommentieren (vier kamen nachträglich hinzu). Dieser Intensivkurs in schwedischen Perspektiven lenkte den Blick fortlaufend auf die vielfältige Brechung der allgemeinen Fluchtbewegungen ab 1933 infolge der verschiedenartigen gesellschaftspolitischen Muster und geografischen Lage der Zielländer. Die hochgradig homogene, zentralisierte und staatlich durchorganisierte schwedische Gesellschaft reagierte in den 1930er-Jahren nicht weniger abwehrend gegenüber der wachsenden jüdischen Fluchtbewegung als die Schweiz, wenn auch die Behörden weniger restriktiv waren bei der Erteilung

von Arbeitsbewilligungen für jene, die den Eintritt ins Land geschafft hatten. Augenfällig sind vielfältige institutionelle Parallelen zur Schweiz, was den Ausbau der Fremdenkontrolle betrifft. Dasselbe gilt für die Auslagerung der Flüchtlingshilfe an private Organisationen, was insbesondere darauf hinauslief, den kleinen jüdischen Gemeinden der Länder eine übergrosse Last aufzubürden. Im Übrigen fanden in Schweden so wenig wie in der Schweiz herkunftsbedingt verfolgte Menschen Anerkennung als «politische Flüchtlinge».

Der Band ist sorgfältig ediert, mit einer fundierten Einleitung der Herausgeber und weiteren Einleitungen in die thematisch-chronologisch strukturierten fünf Teile. Wertvoll ist namentlich, dass auch andere, in der Schweiz kaum wahrgenommene Fluchtbewegungen thematisiert werden. So die Massenflucht aus dem Baltikum vor der näher rückenden Roten Armee in der Schlussphase des Zweiten Weltkriegs und die schwierige Integration dieser Menschen in Schweden, wo sie dem Stigma unterlagen, Nazi-Mitläufer gewesen zu sein. Zudem greift der Band über die übliche Periodisierung hinaus und behandelt auch den Übergang von der Kriegs- und Nachkriegspolitik gegenüber den zahlreichen Fluchtbewegungen zur Politik der Arbeitsmigration in der einsetzenden Hochkonjunktur. Damit kommt auch der Übergang zu einer weit liberaleren schwedischen Flüchtlingspolitik ins Bild.

Relativ knapp angeschnitten im letzten Teil des Buchs ist der internationale Vergleich. Louise London thematisiert die britische Flüchtlingspolitik und weist dem Konzept des ethnisch homogenen Nationalstaats einige Erklärungskraft zu, um die Abwehr der «nicht assimilierbaren Juden» zu erklären. Es wäre interessant gewesen, die fremdenfeindliche und antisemitische Abwehrpolitik eines weit weniger homogenen Nationalstaats, der Schweiz, da-

neben zu stellen. Georg Kreis beschränkt sich jedoch in seinem Beitrag zu einem guten Teil auf die schweizerische Introspektion, die jüngeren Rückblicke auf die Jahre 1933/45 mit ihren wechselhaften, zu einem hohen Teil politisch bedingten Bewertungen. Frank Caestecker (Universität Ghent) unternimmt in seinem Schlusskapitel die nicht ganz leichte Aufgabe, einige Grundlinien der Entwicklung herauszuarbeiten, unter Einbezug auch der anderen west- und nordeuropäischen Länder.

Mario König (Basel)

Rebekka Wyler
Schweizer Gewerkschaften
und Europa, 1960–2006

Verlag Westfälisches Dampfboot, Münster 2012,
 346 S., € 29,90

Les syndicats sont-ils des acteurs fixés avant tout sur le niveau national, sans capacité d'influence sur des décisions politiques et économiques prises toujours plus souvent à l'échelle européenne ou mondiale? Cet ouvrage contredit un certain nombre d'idées reçues, en analysant les activités transnationales des syndicats suisses dans un contexte marqué par une mondialisation néolibérale et un pouvoir croissant des entreprises multinationales.

Issu d'une thèse de doctorat en histoire à l'Université de Zurich, l'ouvrage couvre la période de la fin des années 1950 à 2005 et traite trois domaines influencés par les processus d'européanisation et de mondialisation ainsi que par les transformations de la constellation entre employeurs, salariés et Etat: la politique européenne des syndicats, le réseau européen (et international) des syndicats suisses, ainsi que le travail des syndicats suisses dans les comités d'entreprise européens. A travers l'étude de ces trois domaines, il s'agit de

savoir *in fine* comment les syndicats ont réagi aux transformations de leurs champs et possibilités d'action. La recherche se concentre sur les quatre syndicats du secteur privé qui sont à l'origine de la création d'Unia en 2004: la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH), la Fédération du commerce, des transports et de l'alimentation (FCTA), ainsi que le le Syndicat industrie et bâtiment (SIB), lui-même issu de la fusion en 1992 de la Fédération suisse des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB) et de la Fédération du personnel du textile, de la chimie et du papier (FTCP). L'Union syndicale suisse (USS), qui représente les intérêts syndicaux sur la scène politique nationale, joue un rôle important dans la politique européenne des syndicats et est donc aussi considérée.

Les trois domaines sont traités dans la partie centrale de l'ouvrage (chapitres 3–5). Ils sont précédés par un chapitre théorique qui présente plusieurs concepts et approches utiles pour l'étude des relations industrielles (comme le néocorporatisme ou la théorie des variétés du capitalisme) et introduit le lecteur au cas suisse. L'analyse empirique se base à la fois sur les archives des syndicats précédemment cités, mais aussi sur les fonds de faïtières syndicales européennes et internationales. Des entretiens avec des représentants des personnes salariées et des employeurs impliqués dans les comités d'entreprise européens complètent le travail sur les sources.

Le troisième chapitre traite de l'évolution de la politique européenne des syndicats suisses à travers quatre événements clés: la fondation de l'Association européenne de libre-échange (AELE) en 1960, l'accord de libre-échange de 1972, la votation sur l'Espace économique européen (EEE) en 1992 et enfin les accords bilatéraux de 1999–2005. Dans ce chapitre très riche, l'auteure montre les changements importants de la position européenne des

syndicats. Durant des décennies, les syndicats suisses sont marqués par un discours sur la neutralité qui rend une participation au processus de construction européenne ni envisageable, ni désirable. Cela change au tournant de la fin des années 1980 avec l'approfondissement de l'intégration européenne et la fin de la Guerre froide. En vue de la votation sur l'EEE, la majorité des syndicats adopte une position pro-européenne. Le chapitre retrace cette évolution et met en évidence les lignes de conflits entre syndicats et au sein des syndicats. Alors que l'adhésion à l'AELE n'est pratiquement pas controversée au sein du mouvement syndical, des désaccords commencent à se manifester dès l'accord de libre-échange de 1972. Les lignes de conflit restent ensuite sensiblement les mêmes lors de la votation sur l'EEE. Les syndicats actifs dans les branches tournées vers l'exportation (comme la FTMH ou la FTCP) sont les plus favorables à l'intégration européenne, alors que ceux des branches tournées avant tout vers le marché intérieur (comme la FOBB) y sont plus réticents. L'analyse de Rebekka Wyler met bien en évidence que les clivages qui traversent généralement la politique suisse se retrouvent aussi à l'intérieur du mouvement syndical (ainsi qu'au sein des associations patronales).

L'examen des mesures d'accompagnement pour éviter le dumping social et salarial que pourrait susciter la libre circulation des personnes est particulièrement instructeur. L'auteure souligne que la revendication de mesures d'accompagnement apparaît déjà dans le contexte de la votation sur l'EEE, notamment au sein de la FOBB. Cependant, l'USS prend position en faveur du oui, alors que les mesures revendiquées n'en sont qu'au stade des promesses. L'analyse suggère que les syndicats évoluent à cette période dans un climat général très favorable au processus d'intégration européenne – dont l'industrie

d'exportation ne peut que profiter – et ont tendance à sous-estimer les craintes liées à la libre circulation des personnes dans leurs propres rangs et dans la population. Dans le cadre des accords bilatéraux, ayant tiré les leçons de l'échec de 1992, les syndicats utiliseront avec succès la menace du référendum pour pouvoir imposer des mesures d'accompagnement. L'euro-péanisation peut ainsi servir de levier pour les syndicats pour améliorer la protection des salariés: la conclusion de Rebekka Wyler rejoint ainsi celle de politologues comme Alexandre Afonso ou encore Alex Fischer.

Le quatrième chapitre traite du rôle des syndicats suisses dans le mouvement syndical international. Autant le travail dans les organisations faitières, que la coopération bilatérale ou encore la participation à des actions de solidarité internationale sont considérés. L'analyse met en évidence que ces activités internationales sont conditionnées par des ressources financières limitées et, en tant qu'investissement sur le long terme, ne sont souvent pas perçues comme prioritaires dans un contexte de démantèlement social qui mobilise les forces des syndicats. Toutefois, l'auteure contredit la thèse selon laquelle les syndicats suisses auraient réduit considérablement leur participation dans le mouvement syndical international après 1945 et suggère plutôt une recrudescence des activités internationales au début du 21^e siècle.

Le cinquième chapitre traite des activités des syndicats suisses dans le cadre des comités d'entreprise européens. L'analyse est centrée sur trois cas d'entreprises transnationales ayant leur siège social en Suisse et ayant instauré un comité d'entreprise européen (Nestlé, Holcim et Alusuisse-Lonza). Pour chaque cas, l'auteure s'attache à replacer l'instauration du comité d'entreprise européen dans le contexte de l'histoire de l'entreprise et des relations de travail au sein de celle-ci. La directive de l'UE sur les comités d'entreprise euro-

péens ne prévoit pas explicitement que les salariés suisses puissent siéger dans ces instances, mais ils y sont en général acceptés (sauf dans le cas d'Holcim, détaillé par l'auteur). Ce chapitre illustre de manière exemplaire le paradoxe majeur auquel fait face la Suisse en matière de construction européenne: tout en étant en dehors de l'UE, la Suisse est partie prenante du processus d'eupéanisation des relations de travail qui se dessine avec l'établissement des comités d'entreprise européens.

Les trois chapitres empiriques suivent une logique propre. Le lecteur peut ainsi les lire selon ses besoins spécifiques. Le traitement de trois domaines offre une vue panoramique sur les activités et positions des syndicats suisses pour toutes les questions touchant de près ou de loin la scène européenne. Mais parfois, à la fin d'un chapitre, on est presque déçu de devoir déjà passer au domaine suivant. Par exemple, il serait fort intéressant de comparer la politique européenne des syndicats à celle du parti socialiste. On ne peut que souhaiter que d'autres chercheurs poursuivent le travail engagé par l'auteur.

Finalement, le titre de l'ouvrage est peut-être trop modeste: l'étude de Rebekka Wyler va bien au-delà du niveau européen, que ce soit en analysant les activités internationales des syndicats ou les relations de travail au sein d'entreprises à la tête d'un empire mondial – le cas d'Alusuisse et de ses restructurations incessantes étant particulièrement édifiant.

Au final, Rebekka Wyler livre une analyse minutieuse des transformations du travail syndical. L'ouvrage constitue une précieuse source d'informations et une référence indispensable pour les chercheurs intéressés aux relations industrielles et à la politique suisse, qu'ils soient historiens, politologues ou sociologues. Les responsables et militants syndicaux pourront y puiser réflexion pour leur travail, alors que les professionnels gravitant autour de la politique européenne de la Suisse (fonctionnaires, journalistes, et cetera) et le public intéressé y trouveront une lecture très utile dans une période où la libre circulation des personnes est fortement discutée.

Line Rennwald (Genève)